LE CONTRE-BUDGET DU PARTI COMMUNISTE : chiffres en mains pour mieux abuser les travailleurs

(p.8.9)

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N°477 - 22 octobre 1977 - prix : 3 F

ALLEMAGNE:
UN EXEMPLE DE SOCIAL-DEMOCRATIE AU POUVOIR

notre dossier p. 11 à 14

La violence est d'abord le fait des exploiteurs

seule la force collective des travailleurs pourra changer la société

La sidérurgie lorraine un an après le dernier plan de sauvetage

p.19

sommaire

▶DANS LE MONDE

Page 4 :
— **Afrique du Sud : la répression se renforce.**
Page 5 :
— **Grande-Bretagne : le gouvernement travailliste contre les travailleurs en lutte.**
Page 6 :
— **Tchécoslovaquie : Un procès normal - La vie quotidienne - Une famille ouvrière.**
Page 24 :
— **Allemagne de l'Ouest : Helmut Schmidt, un « paladin » de la démocratie » à l'image d'une société pourrie.**
— **Espagne : le vote sur l'amnistie, une nouvelle manifestation de l'union sacrée.**

▶EN FRANCE

Page 7 :
— **Chômage : le gouvernement trafique les chiffres.**
— **Policiers racistes à Paris et à Orléans.**
Pages 8 et 9 :
— **Le contre-budget du PCF : chiffres en mains, pour mieux abuser les travailleurs.**
Page 10 :
— **Les appels du pied de la droite au PS... et les clins d'œil au PC.**
— L'Humanité, **l'Internationale Socialiste et l'œil de Bonn.**
Page 16 :
— **Concorde à New York : ce n'est qu'un début, le déficit continue.**
Page 17 :
— **Renault-Billancourt : la grève des caristes continue.**
— **Les conditions de travail d'un marin-pêcheur au Guilvinec.**
Page 18 :
— **Dans les entreprises : Guillemain (Vierzon), Case (Vierzon), Michelin (Clermont-Ferrand), Citroën, Sécurité sociale (Bourges).**
Page 19 :
— **La sidérurgie lorraine, un an après le dernier plan de sauvetage : les patrons ont reçu des milliards, les travailleurs paient la note.**

▶DOSSIER

PAGES 11 à 14 :
LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE AU GOUVERNEMENT :
— **Gouvernement « de gauche », méthodes de droite.**
— **L'austérité, le programme nucléaire, les interdictions professionnelles.**

▶DIVERS

Pages 20 et 21 :
— **Livres :** L'armée de la France démocratique, **de Jean Marrane ;** Les socialistes, **de Thierry Pfister ;** Chirac, ou la fringale du pouvoir, **d'Henri Deligny.**
— **Exposition Gustave Courbet.**
Page 22 :
— Le viol, **aux Dossiers de l'écran.**
Page 23 :
— **Films :** L'ami américain ; Paradis d'été ; L'animal.
— **Théâtre :** Pygmalion, **de G.-B. Shaw.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes .

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : **OMNI-PRESSES**
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Leçons du passé

LE 60e ANNIVERSAIRE

DE LA RÉVOLUTION RUSSE(3)

Dans les deux précédents articles de cette série, nous avons montré quelles solutions étaient proposées par le Parti Bolchevik pour faire face à la crise qui frappait la Russie de 1917 ; et par ailleurs, comment la volonté des travailleurs et des catégories laborieuses avait trouvé dans les soviets un cadre réellement démocratique et vivant pour exprimer leur volonté de « changer leur vie ».

Si le Parti Bolchevik se trouva à même, en octobre 1917, de diriger la première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire, s'il avait à ce moment-là derrière lui l'immense majorité des prolétaires russes, ce ne fut pas en se donnant comme seul objectif la recherche d'un « bon accord » avec les différents courants réformistes.

Quand le Parti Bolchevik démontrait que l'unité des partis de gauche n'est pas nécessaire pour forger l'unité de la classe ouvrière

Au lendemain de la révolution de février qui avait vu la chute du Tsar, un certain nombre de dirigeants bolcheviks, à commencer par Staline, avaient été tentés d'apporter leur soutien au gouvernement provisoire et de se fondre ainsi dans un grand front commun avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires.

Mais dès le retour de Lénine, en avril, le Parti Bolchevik s'était clairement affirmé comme un parti d'opposition vis-à-vis de ce gouvernement provisoire. Et alors que mencheviks et socialistes-révolutionnaires expliquaient que la révolution russe était une révolution bourgeoise et qu'il ne fallait donc pas mettre en cause le système capitaliste, le Parti Bolchevik affirmait au contraire que les revendications essentielles des masses, résumées dans le slogan **« la paix, le pain, la terre, la liberté »**, ne pourraient être satisfaites que si les travailleurs prenaient en main les destinées de la société.

Au printemps 1917, le Parti Bolchevik était encore très minoritaire, y compris dans la classe ouvrière, et ses adversaires politiques souriaient en entendant Lénine expliquer que son parti était prêt à assumer la responsabilité du pouvoir. La grande masse des travailleurs faisait encore confiance en effet aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, dont les propositions paraissaient plus réalistes aux travailleurs qui n'avaient pas encore fait l'expérience des réformistes au gouvernement.

Mais peu à peu, la leçon des faits s'imposa aux travailleurs même les moins politisés. Le gouvernement provisoire faisait de grands discours sur la révolution, mais il continuait la guerre et maintenait les privilèges des grands propriétaires fonciers et des gros capitalistes. Et c'est précisément parce que le Parti Bolchevik avait su lutter seul contre le courant chauvin depuis la guerre impérialiste, avait su défendre seul le programme du « pouvoir aux travailleurs » pendant les premiers mois de la révolution, qu'il vit les masses se tourner vers lui.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de 1917, dont Lénine et ses camarades appelaient les travailleurs à se méfier, n'étaient pourtant pas des politiciens professionnels, comparables aux dirigeants actuels des divers Partis Socialistes. Ils n'avaient jamais eu l'occasion de faire carrière. Comme les bolcheviks, ils sortaient tout juste de l'illégalité, au terme d'une lutte sanglante de plusieurs années contre le tsarisme. Comme les bolcheviks, ils avaient peuplé les prisons et les bagnes. Mais le fait de se refuser à mettre en cause le système capitaliste ne pouvait que faire d'eux, qu'ils l'aient voulu ou non, les instruments de la bourgeoisie. Et la politique des bolcheviks à leur égard attestait simplement de la clairvoyance de Lénine et de ses compagnons.

Les bolcheviks ne s'étaient pas repliés pour autant dans un isolement sectaire. Minoritaires dans les soviets jusqu'en septembre, ils avaient pourtant réclamé de ces soviets, où les réformistes étaient majoritaires, qu'ils cessent de soutenir le gouvernement provisoire et qu'ils exercent eux-mêmes la totalité du pouvoir. Jusqu'au jour de l'insurrection, ils se déclarèrent prêts à collaborer avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, si ceux-ci rompaient avec la bourgeoisie. Mais en même temps, ils combattaient toutes les illusions que pouvaient nourrir les travailleurs sur la politique des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires.

C'est en menant de façon complémentaire ces deux volets de leur politique qu'ils parvinrent d'une part à faire prendre conscience à la grande masse des travailleurs des véritables intérêts que défendaient les réformistes, d'autre part à détacher du Parti Socialiste-Révolutionnaire une aile gauche qui allait s'engager dans l'insurrection à leurs côtés et participer au premier gouvernement soviétique.

A une époque où toute la politique des Partis Communistes s'abrite derrière la prétendue nécessité de ne pas effrayer la petite bourgeoisie et les partis qui la représenteraient ; à une époque où les Marchais, les Carrillo et les Berlinguer ont pour principal objectif d'aboutir à des accords, non seulement avec des partis sociaux-démocrates, mais aussi avec des partis ouvertement de droite (la Démocratie-Chrétienne pour Berlinguer, l'Union du Centre pour Carrillo, les gaullistes d'opposition il n'y a pas si longtemps pour Marchais) ; à une époque où les dirigeants communistes considèrent l'adjectif « collectiviste » presque comme une insulte, il n'est pas inutile de rappeler que c'est sur la base d'une politique radicalement différente, une politique de classe, qu'il y a soixante ans le Parti Bolchevik se préparait à conduire les travailleurs russes à la prise du pouvoir.

Hervé MARTIN.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 120 F
pour une période de six mois : prix : 70 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
. . . . . .

NOM : . . . . . .
. . . . . .
Prénom : . . . . . .
. . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
Code postal : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

LA VIOLENCE EST D'ABORD LE FAIT DES EXPLOITEURS

Mais seule la force collective des opprimés pourra changer la société

DEPUIS la découverte du cadavre de Hanns Martin Schleyer, c'est à qui — parmi les commentateurs politiques — versera sa larme sur le sort de cet ancien officier SS, devenu le chef de file du patronat de combat allemand. Par contre, bien rares sont ceux qui, dans les mêmes milieux, s'interrogent vraiment sur la manière dont sont morts Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe, et qui ne laissent pas entendre qu'il serait presque normal, après tout, qu'on les ait aidés à se suicider.

Pourtant, les méthodes utilisées par le groupe Baader ne jugent que celui-ci, c'est-à-dire quelques dizaines de personnes, dont tout le monde dit qu'ils sont en marge de la société. Alors que les méthodes utilisées par le gouvernement et l'appareil d'Etat allemands jugent cette société elle-même et les hommes qui la dirigent.

Il est vrai que nous ne saurons sans doute jamais comment sont morts réellement Baader, Ensslin et Raspe, et que cela importe finalement assez peu. Il est certes bien possible que le gouvernement allemand, piétinant sa propre légalité, ait décidé — à un moment où il pouvait se permettre cela — de se mettre définitivement à l'abri de tout nouveau chantage ayant pour but de faire libérer Baader et ses amis, en supprimant ceux-ci. Il est tout aussi possible qu'une telle initiative ait été prise à son insu, à un niveau ou à un autre de l'appareil policier qu'il utilise. Il est enfin possible que Baader et ses amis se soient réellement suicidés. Mais, même dans ce cas-là, il est clair que ces suicides ont été voulus par le gouvernement Schmidt, car les conditions de détention exceptionnelles dans lesquelles ont été placés Baader et ses amis n'ont pu que préparer ce suicide. Ce système carcéral avait été mis au point spécialement pour eux et il était destiné à corriger la lacune constitutionnelle que constituait, aux yeux des dirigeants allemands et sûrement d'une partie de l'opinion, le fait que la peine de mort n'existe pas en Allemagne fédérale.

Alors, les gens qui ont fait ce calcul, ceux qui ont risqué la vie des otages du Boeing pour démontrer que force devait rester à la loi, ces gens-là sont bien mal placés pour reprocher aux membres du groupe Baader d'être des partisans de la violence. Car eux savent la manier, la violence, et à une autre échelle, et pas seulement face à quelques terroristes. Tout le rôle des dirigeants des pays capitalistes ne consiste-t-il pas à imposer à des millions d'hommes, par une violence camouflée quand c'est possible, ou par une violence ouverte quand c'est nécessaire, le maintien d'un système économique qui condamne deux hommes sur trois à la faim permanente, qui dresse périodiquement, au nom de la défense de la patrie (c'est-à-dire des intérêts des banquiers), les prolétaires d'un pays contre ceux d'un autre, et qui fait planer sur l'humanité le spectre de l'holocauste nucléaire.

Les révolutionnaires socialistes que nous sommes ne pensent pas que le terrorisme individuel, les enlèvements tels que celui de Schleyer, les détournements d'avion, les prises d'otages puissent servir en quoi que ce soit la cause de la classe ouvrière, ni celle des opprimés en général. Mais ce n'est pas au nom de la non-violence que nous condamnons leurs méthodes et leur politique.

Les possédants ont à leur service une armée, une police, des corps de répression spécialisés, et ils n'hésitent pas à s'en servir pour mettre au pas les travailleurs quand ils estiment que c'est nécessaire. Comme ils l'ont fait en Espagne en 1936, en Grèce en 1967, ou au Chili en 1973, pour ne citer que ces quelques exemples parmi bien d'autres. Alors, les travailleurs ne pourront en finir un jour avec cette société d'exploitation et d'oppression que s'ils sont prêts à opposer à la violence des bourgeois la force du peuple en armes.

Car la seule force qui peut venir à bout de l'exploitation, c'est la force collective de millions d'hommes consciemment en mouvement pour leur affranchissement.

Plutôt que de consacrer leurs efforts à faire prendre conscience aux travailleurs de la nécessité de se préparer à cette lutte, Baader et ses compagnons ont prétendu remplacer cette force collective par l'action d'une poignée d'individus, prétendant agir dans l'intérêt des travailleurs et faire leur bonheur malgré eux. Mais le mépris que les membres du groupe Baader ont toujours témoigné pour ce que les travailleurs pensaient d'eux, comme le mépris que les auteurs du détournement du Boeing ont manifesté pour la vie de leurs otages, prouve que leur lutte n'avait en fait rien de commun avec celle du prolétariat pour la révolution socialiste.

Contrairement à tous ceux qui en cette occasion se font les défenseurs de l'ordre bourgeois, nous ne reprochons pas au groupe Baader d'avoir combattu le régime des Schmidt et des Schleyer. Nous leur reprochons de l'avoir fait avec les méthodes qui sont celles des exploiteurs et, ce faisant, de leur ressembler un peu trop .

Mais les Helmut Schmidt, leurs juges, leurs policiers, leurs soldats sont, eux, non seulement dans le camp des oppresseurs, mais ils en sont les instruments. Et un jour ou l'autre, nous en sommes certains, la violence continuelle, constante, visible ou invisible, qu'ils utilisent contre les opprimés se retournera contre eux et les enterrera dans les débris de ce qu'ils appellent leur civilisation, et qui n'est qu'une forme de barbarie, hypocrite et policée.

Arlette LAGUILLER

LA CHASSE AUX SORCIÈRES

Helmut Schmidt a déclaré devant le Bundestag : « *Le terrorisme n'est pas mort, ni en Allemagne, ni ailleurs* ». Que peuvent signifier de tels propos, sinon que le gouvernement allemand n'est pas décidé à en rester là et qu'il compte profiter des circonstances pour poursuivre la chasse aux sorcières.

Les murs de l'Allemagne vont se tapisser d'affiches sur lesquelles figure la photo de seize membres du groupe Baader recherchés, dont la tête est mise à prix: Les appels à la délation se font aujourd'hui plus insistants. Sous couvert de la lutte anti-terroriste, c'est le régime d'exception qui se prolonge et qui s'aggrave en Allemagne.

Le social-démocrate Schmidt le proclame quasi ouvertement, aux applaudissements de l'ensemble des députés, aussi bien ceux de son groupe que ceux des démocrates-chrétiens. Il le fait avec l'assentiment d'une fraction de la population qui ne comprend pas qu'en agissant ainsi elle participe à la mise en tutelle de sa propre liberté. Il bénéficie de l'appui non seulement moral mais matériel du gouvernement français. Il reçoit les encouragements du gouvernement britannique, du gouvernement italien. Cette unanimité-là ne se fait pas autour de la défense des droits de la population, mais au contraire contre ses libertés.

J-P.V.

En RFA, des policiers distribuent à la population des imprimés contenant la description des « 16 terroristes » recherchés. (AFP)

AFRIQUE DU SUD

La répression se renforce

Le régime de Vorster vient de durcir de façon draconienne sa politique anti-Noirs en interdisant, le 18 octobre, des journaux et des organisations noires.

Deux journaux africains, le World **et le** Week-End World, **les plus importants, sont donc purement et simplement interdits car, comme le déclarait le ministre de la Justice et des Prisons, Kruger, ils** « exprimaient des vues dont la publication était calculée pour mettre en danger l'ordre public ».

Déjà il y a quelques jours, un autre journal, le Rand Daily Mail, **avait été condamné — mais pas interdit — pour avoir cité** « de façon inexacte et non objective » **un rapport sur les tortures en Afrique du Sud. Et le** World **avait été déjà menacé, à cette occasion, pour avoir protesté.**

La presse noire anti-Apartheid est donc condamnée soit à disparaître soit à s'autocensurer pour survivre.

Parallèlement, dix-huit organisations noires, dont celles qui sont les plus en flèche, celles qui sont nées du mouvement des écoliers et habitants de Soweto, viennent d'être dissoutes.

M. Kruger, toujours lui, explique : « Le gouvernement ne permettra pas que des petits groupes d'anarchistes créent le désordre dans le pays ».

Simultanément, on apprenait l'arrestation de soixante-dix dirigeants des organisations dissoutes ou de personnalités anti-Apartheid.

Compte tenu des tortures et des assassinats qui ont lieu dans les prisons sud-africaines, on peut craindre le pire pour ceux qui viennent d'être arrêtés.

Mais surtout cet abandon de la façade démocratique par le régime annonce un durcissement général à l'égard de la communauté noire. Cette fois, Vorster abandonne les formes, il annonce carrément la couleur de la dictature et de la pire répression.

Il ferme aussi la voie à tous ceux qui espéraient malgré tout une évolution démocratique progressive du régime. Il démontre aux modérés noirs et même aux Blancs libéraux qu'aucune démocratie, ni même semblant de démocratie, n'est possible dans le cadre de la domination blanche en Afrique du Sud. Il ne laisse plus d'autre choix que la lutte violente.

Vorster dit ouvertement : « C'est la guerre civile », **en espérant la gagner. Mais rien n'empêchera le peuple sud-africain de se libérer.**

André VICTOR

Le corps de Steve Biko, l'un des dirigeants noirs récemment assassiné dans une prison d'Afrique du Sud. (UPI)

Les Etats-Unis « profondément affectés »

A l'annonce du durcissement de la dictature raciste d'Afrique du Sud, le gouvernement de Washington a réagi. Il a déclaré que **« nos relations avec l'Afrique du Sud ne peuvent qu'être affectées par ce qui s'est passé ».**

Bien entendu la politique de Carter, sa recherche d'une évolution progressive et en douceur, qui vise à désamorcer la poudrière que constitue l'Afrique australe, tant en Rhodésie qu'en Union Sud-Africaine, est en train d'être battue en brèche par les mesures récentes de Vorster.

La puissance économique des USA par rapport à l'Afrique du Sud est telle qu'ils pourraient sans difficulté majeure amener les racistes sud-africains à céder. Ils ne l'ont pas fait jusqu'à présent et il n'y a guère de chances qu'ils s'y risquent.

Certes, les Etats-Unis vont continuer à faire pression sur l'Afrique du Sud pour l'amener à réviser sa politique. De là à utiliser toute leur puissance, ne serait-ce qu'économique, c'est une tout autre affaire...

A.V.

DUTOURD S'EN VA-T-EN GUERRE

M. Dutourd sévit dans *France-Soir*. M. Dutourd est un de ces hommes qu'émoustillent les exploits guerriers et, comme après le succès du raid d'Entébbé, celui de Mogadiscio vient chatouiller sa fibre guerrière et cocardière. Il part en guerre contre... le gouvernement français qui, à son avis, n'est pas à la hauteur.

« Il me semble, écrit-il, *que si j'étais le gouvernement français, je me sentirais un peu gêné ».*

Et il ajoute : *« Depuis cinq mois et demi, six Français sont prisonniers d'une espèce de tribu nomade dont personne n'avait jamais entendu parler, jusqu'au jour où l'Algérie a eu besoin d'elle pour embêter la Mauritanie et le Maroc ».*

Cette espèce de Dutourd-La joie qui, au fil de sa chronique, dépose sa prose dans *France-Soir,* devrait savoir qu'il y a une vingtaine d'années les gens qui ne voyaient dans les peuples d'Afrique du Nord que quelques tribus nomades se sont vu plus tard donner une belle leçon de dignité et de courage par le peuple algérien, qui a fini par accéder à l'indépendance !

Dutourd en est resté sans doute à la casquette du père Bugeaud ou au coup d'éventail du Bey d'Alger. Il rêve aujourd'hui d'envoyer une compagnie de parachutistes récupérer les otages du Front Polisario. *« Et tant pis si cela fait crier M. Boumedienne comme un putois. Je n'ose pas croire qu'il nous effraye ».* M. Dutourd rêve de revanche coloniale. Peu lui importe le sort d'un peuple — pour lui : quelques tribus nomades, sans plus. Malheureusement, il rêve tout haut, une plume à la main. Et sa prose est imprimée à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

A.V.

CHOMAGE : une nouvelle mesure contre... les chômeurs

Pour s'attaquer au *« problème des fraudeurs de l'emploi »,* le ministre du Travail, Christian Beullac, a décidé de doubler le nombre des enquêteurs de l'Agence nationale pour l'emploi : ils passeront de cinquante à cent.

Leur tâche est de dépister les faux chômeurs, les tricheurs. Il s'agit, explique le ministre, d'une *« œuvre de salubrité publique ». « Il serait malsain de laisser commettre des actes malhonnêtes lorsqu'il s'agit de distribuer 14 milliards de francs »* (c'est le montant des allocations versées actuellement aux chômeurs). Il semble pourtant qu'on a été moins regardant en distribuant des milliards aux barons de la sidérurgie.

S'il y a du chômage, ce n'est pas parce qu'il y a de « faux chômeurs » : c'est le système capitaliste en crise qui en est responsable.

Le ministre du Travail reste fidèle à lui-même : il préfère crier haro sur les chômeurs et leur donner la chasse que de chasser le chômage.

J.F.

RÉUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIÈRE

Les révolutionnaires et l'Union de la gauche

- **VILLEURBANNE (Rhône)**

  Vendredi 28 octobre à 20 h 30.

  Salle des conférences, Palais du Travail.

- **GRENOBLE (Isère)**

  Jeudi 27 octobre à 20 h 30.

  Salle Millet, rue Millet (près de la place Victor-Hugo).

- **SAINT-CHAMOND (Loire)**

  Vendredi 4 novembre à 20 h 30.

  Salle de l'ex-collège Claude-Lebois, mairie de Saint-Chamond.

Grande-Bretagne

le gouvernement travailliste contre les travailleurs en lutte

● La police à la rescousse du patron de combat de Grunwick

Les grévistes de la petite entreprise de développement photographique, Grunwick, en grève depuis 14 mois pour obtenir du patron la reconnaissance de leur syndicat, avaient appelé les travailleurs de tout le pays à venir très nombreux à partir du lundi 17 octobre tous les matins les aider au piquet de grève afin que le car de jaunes ne puisse pas rentrer dans l'entreprise.

Ces piquets de grève massifs qui avaient déjà été organisés en juin et juillet derniers s'étaient heurtés à la police venue protéger les jaunes. Les dirigeants syndicaux, effrayés par l'ampleur que prenait l'affaire, avaient réussi à faire pression sur le comité de grève pour qu'il arrête les piquets de masse. Mais comme depuis des mois les dirigeants syndicaux se refusent à faire quoi que ce soit d'efficace pour contraindre le patron à céder, et en particulier à appeler les employés du gaz, de l'électricité, de la distribution d'eau et les postiers à cesser tous ces services à Grunwick, le comité de grève a décidé de reprendre les piquets massifs. Les dirigeants de leur propre syndicat, l'APEX, ont essayé de les en dissuader et ont fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec cette initiative.

Malgré tout 6.000 travailleurs et militants syndicaux se sont retrouvés lundi 17 devant les portes de l'entreprise. Parmi eux, un millier de mineurs venus de diverses régions du pays. L'ampleur du piquet qui dépasse de loin celle des piquets des mois de juin et de juillet (mise à part la grande manifestation du 11 juillet) est bien significative du désaveu de nombre de militants ouvriers face à la passivité syndicale.

D'ailleurs la plupart des slogans et des discours ont exprimé cette colère des travailleurs à l'égard de leurs propres dirigeants. Et le piquet de masse lui-même vise au moins autant à faire pression sur les dirigeants syndicaux pour qu'ils décrètent le boycott total de Grunwick que sur le patron de l'entreprise.

Le gouvernement, lui, avait envoyé dès 3 heures du matin près de 3.000 policiers aux portes de l'entreprise. Grâce à eux, le car de jaunes, escorté par cinq cars de police, a réussi tout de même à pénétrer dans l'entreprise quoique qu'avec du retard.

Les intérêts de ce petit patron de combat sont bien protégé : le gouvernement travailliste y veille !

Dominique CHABLIS

● La Royal Air Force contre les grévistes du contrôle aérien

Le gouvernement a utilisé du personnel militaire de l'armée de l'air (Royal Air Force) appuyé par des policiers pour franchir le piquet des assistants du contrôle aérien en grève depuis un mois et demi. Cette grève paralyse toujours une partie importante du trafic aérien britannique et occasionne des retards considérables pour les vols qui sont maintenus. Les piquets des grévistes bloquent l'entrée du centre de contrôle près de l'aéroport de Heathrow empêchant le ravitaillement du centre en combustible. C'est sous prétexte que tout le système de défense aérienne de la Grande-Bretagne serait en danger si, par manque de combustible, on ne pouvait plus assurer le bon fonctionnement des ordinateurs civils et militaires, que le gouvernement a fait franchir le piquet de grève à 15 camions-citernes de la Royal Air Force encadré de 60 policiers, les chauffeurs de camions civils, syndiqués, refusant de faire ce travail.

Ainsi le gouvernement joue les patrons de combat et plutôt que de céder aux assistants du contrôle du trafic aérien qui réclament la simple application d'un accord signé il y a déjà deux ans, il essaie par tous les moyens de briser leur grève.

Opération commando pour fermer de force un hôpital

Le 6 octobre dernier, un véritable commando d'une quarantaine de personnes, brancardiers, personnel administratif, surveillantes et médecins ont fait irruption en fin d'après-midi dans le petit hôpital de Hounslow dans l'ouest de Londres et ont littéralement kidnappé les 21 personnes âgées qui y étaient soignées, pour les transférer dans un autre hôpital à quelques kilomètres de là.

En effet, les pouvoirs publics avaient décidé la fermeture de cet hôpital de 66 lits dans le cadre des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement travailliste. Depuis le 31 août dernier, le personnel de l'hôpital refusait la fermeture de l'établissement, ne se rendait pas dans ses nouveaux lieux d'affectation et continuait à assurer les soins aux malades dans l'hôpital d'Hounslow. C'est pour couper court à cette occupation que l'opération commando a été organisée.

Les personnes âgées ont été sorties de leur lit, et, sans qu'elles aient même pu s'habiller, on leur a jeté une couverture sur les épaules pour les acheminer sous une pluie battante vers les ambulances privées qui les attendaient. Elles n'ont même pas eu le temps de rassembler toutes leurs affaires et des petits cadeaux, des fleurs, des cartes postales et même un dentier ont été laissés sur place. Le commando a tout de même pris le temps de saccager l'hôpital sous les yeux des vieillards, emmenant même les ressorts des lits pour qu'ils ne puissent plus servir.

Cette scandaleuse opération a suscité l'indignation dans les hôpitaux de la région. Un millier de personnes ont manifesté lors de la dernière réunion des services locaux de la santé et ont exigé l'ouverture d'une enquête officielle sur cette affaire. A Hounslow, le personnel occupe toujours l'hôpital et invite les passants à venir constater les dégâts.

Mais les dirigeants des deux grandes organisations syndicales impliquées, NALGO et NUPE, se sont jusqu'à présent catégoriquement refusé à lancer un ordre de grève pour protester contre le coup de force et exiger la réouverture de l'hôpital.

D.C.

L'hôpital de Hounslow après le passage de la police.

USA

Des prix Nobel ex-aequo... et pas contents de l'être

Le prix Nobel de médecine et physiologie a été décerné à trois chercheurs américains pour leurs travaux sur les hormones du cerveau.

La moitié du prix sera remis à Rosalyn Yalow pour la mise au point des techniques qui ont permis ces découvertes, et l'autre moitié sera partagée entre les professeurs Guillemin et A. Schaly qui, l'un et l'autre, en une véritable course de vitesse ont identifié et analysé les hormones hypothalamiques connues à ce jour.

Et ces deux chercheurs qui, dans des laboratoires différents, ont travaillé en concurrence pendant des années sur les mêmes sujets, en sont venus à se haïr au point, paraît-il, de refuser d'aller ensemble toucher leur prix à Oslo.

Bien sûr ces deux éminents scientifiques manquent de sens de la mesure, en refusant de se voir. Mais une telle attitude n'en est pas moins révélatrice de mœurs fréquentes dans les milieux de la recherche scientifique. Chaque pays développe ses équipes de recherches scientifiques privées ou publiques, et chaque Etat a à cœur de garder pour lui les découvertes, de ne les dévoiler que s'ils en tirent profit ou prestige, quand elles ne sont pas tout simplement cachées si elles rentrent dans le cadre de la Défense nationale. La même mentalité règne dans les laboratoires, où les équipes de recherche se concurrencent l'une l'autre, de laboratoire à laboratoire et bien souvent de services à services.

Alors que la science et les scientifiques devraient avoir à cœur de faire progresser l'ensemble des connaissances humaines, de les rendre accessibles à la plus large fraction des autres chercheurs, ce qui compte chez de très nombreux scientifiques c'est la carrière, les honneurs ou l'argent.

Et cela n'est guère étonnant. La science et les scientifiques n'ont jamais été indépendants des convulsions sociales et des maux d'une époque et ils ne font que transposer en leur sein les règles essentielles de la société capitaliste que sont la concurrence, la recherche du profit et de la promotion individuelle.

Gil LANNOU

Carter et les compagnies pétrolières : on trouve toujours plus impopulaire que soi

Carter part en guerre contre les compagnies pétrolières. Il a lancé la semaine passée de violentes attaques contre les grandes compagnies américaines qui commettent **« le plus grand pillage de l'histoire »** en pratiquant des prix de monopole, et en s'opposant à la politique d'économie énergétique qu'il défend.

Il n'en a pas fallu plus à la presse pour admirer le « courage » de Carter, qui n'hésite pas à « s'attaquer » aux puissants trusts pétroliers américains. Et ce à un moment, note **Le Matin,** où sa cote de popularité est en baisse !

Cependant, comme par hasard, un sondage effectué dernièrement aux USA indiquait que les compagnies pétrolières avaient encore plus mauvaise cote que Carter auprès de la population. Mais seuls des médisants pourraient voir dans les attaques de Carter contre les pétroliers un moyen de se refaire une popularité à bon compte.

UN PROCÈS NORMAL

dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui

Dans une rue de Marienbad, une pancarte où on peut lire cette contre-vérité frappante : « Avec le PC tchèque pour aller de l'avant dans la construction du socialisme ».

Le procès des quatre intellectuels tchécoslovaques s'est ouvert lundi 17 octobre et terminé le mardi 18.

Le metteur en scène Otta Ornest, 64 ans, qui plaidait coupable, a été condamné à trois ans et demi de prison pour avoir eu « des liens de conspiration » **avec des diplomates et des** « agents étrangers » **en France et en Italie. Le journaliste Jori Lederer a trois ans de prison. Deux autres accusés, Frantisek Pavlicek, un directeur de théâtre, et Vaclav Havel, un dramaturge, respectivement à dix-sept et quatorze mois de prison avec sursis.**

Aussi loufoque que cela puisse paraître, le tribunal a reproché en particulier à Otta Ornest d'avoir transmis à la fille d'un autre inculpé une boîte de chocolats envoyée par un exilé politique, Pavel Tigrid.

Plus précisément ce que le tribunal a reproché aux quatre inculpés, dont trois sont des signataires de la Charte 77, c'est d'avoir transmis à l'étranger des articles littéraires qui n'ont pas eu l'heur de plaire aux autorités tchécoslovaques. Ce procès est en fait celui de la littérature interdite. Dans le langage husakien, elle s'appelle « subversion contre la République » **et est passible de dix ans de prison.**

Le procès s'est déroulé dans l'arbitraire le plus total : pressions exercées contre les inculpés pour les forcer à faire leur autocritique (Otta Ornest a cédé à ce chantage), interruption des inculpés lors de leur intervention, interdiction aux journalistes des pays de l'Ouest d'assister au procès (même le correspondant de l'Humanité **s'est vu refuser l'accès au prétoire, ce qui, soit dit en passant, ne peut, en cette période électorale, que satisfaire le PCF), refus à l'observateur d'Amnesty International d'assister lui aussi au procès.**

Pour compléter le tout, la police de Husak a procédé à des arrestations dans les couloirs du tribunal et engagé des perquisitions dans les milieux des signataires de la Charte 77.

La Tchécoslovaquie de Husak illustre ce sinistre paradoxe qui veut que l'on peut être sûr que la justice ne règne pas... là où les juges sont débordés de travail !

Stéphane HENIN

la vie quotidienne (Notes de voyage)

Prague, août 1977 : dans une des plus grandes artères (Na prikope) : queue devant une petite boutique de fruits et légumes.

une famille ouvrière tchèque

Ils sont quatre et habitent une grande ville industrielle du Nord de la Moravie.

Lui est cheminot et gagne 3.000 couronnes par mois (1.650 F) pour 40 heures par semaine (car il travaille en équipe de 12 heures, sinon il ferait 42 h 30). Les primes sont comprises. Certains mois, les heures supplémentaires obligatoires atteignent 60 heures mensuelles.

Elle travaille aussi aux chemins de fer et a la même ancienneté que lui. Elle gagne seulement 1.700 couronnes pour un horaire en équipe de 12 heures (en Tchécoslovaquie, les femmes peuvent travailler la nuit). Elle commence à 6 heures ou à 18 heures et finit 12 heures plus tard. Avant, elle gagnait 1.000 couronnes (550 F) comme caissière.

L'aîné des fils est instituteur et gagne 1.200 couronnes depuis un an (660 F).

Le cadet n'a pas eu le droit de faire des études au lycée. Au moment où il aurait pu y entrer (1970), son père avait protesté contre la « normalisation ». Les autorités ont alors refusé au fils l'accès à un lycée. Il est dans une école horticole (c'est une brimade employée par le gouvernement en particulier contre les signataires de la Charte 77 que de leur faire effectuer des travaux de jardiniers, forestiers ou cantonniers, car ce sont des travaux très mal payés et où l'on est isolé).

Le loyer de leur trois pièces est moyen (550 couronnes, soit 302 F). Les prix de l'alimentation et de l'habillement sont à peine inférieurs à ce qu'ils sont en France. Ils se « débrouillent » en faisant pousser quelques fruits et légumes dans le petit jardin ouvrier coopératif auquel ils ont accès.

En quelques années le pays a apparemment beaucoup changé Des immeubles modernes ont été construits, les routes se sont améliorées, quelques autoroutes ont été tracées. Dans les villes et les campagnes, les gens semblent mieux vêtus, les vitrines des magasins sont mieux achalandées qu'avant.

Les magasins et les queues

Cette image de la Tchécoslovaquie n'a pourtant qu'un lointain rapport avec la vie de tous les jours. Par exemple, il ne faut toujours pas se fier à ce qu'exposent les vitrines si l'on cherche quelque chose, sous peine de s'entendre expliquer invariablement que *« nous n'avons plus ce produit »* ou que *« nous n'avons pas cette qualité »,* surtout dans le domaine alimentaire. Ainsi est-il fréquent que des ménagères fassent une ou deux heures de queue (voire trois à Prague) pour obtenir une viande de qualité médiocre et chère. D'ailleurs aujourd'hui nombre de gens disent que le niveau de vie baisse, notamment du fait de la cherté des denrées alimentaires.

Le logement et les transports

Aujourd'hui, faute de logements, nombre de jeunes ménages vivent chez leurs parents. Au point que le cas de cette famille praguoise (pourtant relativement aisée) n'est pas exceptionnel : huit personnes vivant dans un trois pièces.

Disposer d'une voiture, c'est hors de portée de la majorité de la population. Le modèle de base de la gamme Skoda représente deux années complètes d'un salaire ouvrier moyen. Les bureaucrates du parti et du gouvernement, eux, paradent dans des Tatra de luxe noires.

Un pro-soviétisme affiché

On voit des banderoles officielles vanter *« l'alliance indéfectible du parti et du peuple »*. Dans certaines provinces, en Slovaquie notamment, ces slogans sont partout, dans la moindre rue, la moindre boutique. Quand un calicot ne loue pas le parti (ce qui est rare), c'est l'URSS qui est encensée.

Dans la presse, à la radio-télévision, l'URSS occupe une place privilégiée à côté des informations nationales. Dans les librairies, le rayon soviétique talonne de près les publications tchécoslovaques. Il est vrai qu'il n'a guère d'autre concurrent puisque journaux et livres étrangers sont quasi inexistants, *l'Humanité* y comprise.

Aussi, pour être informés, les Tchèques et les Slovaques bricolent souvent leur poste de télévision, ce qui leur permet de recevoir les programmes allemands ou autrichiens. Les radios occidentales sont également très écoutées (surtout celles qui émettent dans les langues du pays).

La vie politique

Ce sont ces radios qui ont fait connaître l'existence de la Charte 77 et sa revendication d'un régime plus libéral. Dans tous les milieux, la Charte jouit d'une certaine sympathie, même si elle reste passive et ne s'exprime qu'en privé. Ce qu'arrive bien mal à masquer le gouvernement en faisant signer des résolutions condamnant la Charte tout en... se gardant bien d'en publier le texte. Cette proposition reste limitée à l'intelligentsia et aux anciens compagnons de Dubcek, mais on voit parfois des signataires de la Charte 77 qui n'appartiennent pas à ces milieux.

Ainsi à Prague, cinq des vingt employés d'un service de l'Assistance sociale ont signé. En représailles, les autorités menacent de dissoudre ce service trop contestataire. Toutefois, les mesures de rétorsion vont habituellement plus loin : perte de son emploi, mise à l'index de la famille du signataire, confiscation de son permis de conduire, coupure de son téléphone, etc. Cela n'empêche d'ailleurs pas les opposants de publier un équivalent tchécoslovaque du *Samizdat* russe à la diffusion évidemment confidentielle. Dans le désert politique et culturel qu'est actuellement ce pays, ce *Samizdat* suscite pourtant un intérêt sans commune mesure avec les moyens dont il dispose. On s'arrache les romans, les poèmes et articles ainsi publiés. Un exemple : une famille reçoit un de ces romans. En 48 heures, les parents et les deux enfants ont lu ce livre, car passé ce délai il devait être remis à d'autres lecteurs.

Giscard nationalise les haras de Jardy

Les haras de Jardy, près de cent hectares dans la banlieue ouest de Paris, vont être rachetés à leur propriétaire Boussac, par l'Etat. Boussac possède par ailleurs le quotidien **l'Aurore** et un véritable empire industriel textile. C'est d'ailleurs « afin de contribuer à l'assainissement de la structure financière de ce groupe », couvert de dettes, que doit servir cette « nationalisation ».

Des usines textiles appartenant à Boussac ont déjà fermé, laissant des centaines d'ouvriers au chômage. Mais si ces usines étaient déclarées en faillite, Boussac lui-même pouvait tranquillement continuer à entretenir ses chevaux de course. Aujourd'hui, c'est au capitaliste Boussac que l'Etat réserve toute sa sollicitude : on lui proposerait généreusement 80 millions pour ses haras alors qu'à l'origine de l'affaire, on ne parlait que d'une valeur de 27 millions, on va peut-être lui en laisser une partie (on parle de neuf hectares). Tout ceci sans même avoir de garantie que ces cadeaux de l'Etat éviteront un seul licenciement.

Et ce n'est peut-être qu'un début : ces millions ne suffiront sans doute pas au groupe Boussac et l'Etat s'apprête à l'aider encore. Les pouvoirs publics feraient entrer à la direction du groupe deux directeurs venus de l'extérieur, histoire de mettre sur pied un véritable plan de redressement. Toute la presse de gauche s'élève — à juste titre — contre ce royal cadeau fait au groupe Boussac. Mais au fait, que reprochent-ils à l'Etat ? De racheter à bon prix les biens de Boussac ? Mais n'est-ce pas là ce que la gauche prévoit de faire en appelant ça... nationalisations ?

Car « aide au plan de redressement » ou « nationalisation avec rachat », dans un cas comme dans l'autre, l'Etat paye pour que les capitalistes continuent à prospérer.

J. HAINAUT

Le soldat est inconnu, pas les fauteurs de guerre

Le soldat inconnu qui repose sous la place de l'Etoile, à Paris, a un petit frère. Dimanche 16 octobre, Giscard est allé inaugurer la tombe du **« soldat inconnu de la guerre d'Afrique du Nord »,** au cimetière de Notre-Dame-de-Lorette, dans le Pas-de-Calais.

Les deux tombeaux, qui se veulent un hommage aux victimes, révèlent en fait la même impudence de ceux qui portent la responsabilité de leur mort. Car les bourgeois qui érigent ce genre de monuments sont les mêmes qui font ou justifient les guerres.

Et, à ce qu'on sache, Giscard, durant la guerre d'Algérie, loin de s'opposer à cette boucherie qui a fait un million de victimes chez les Algériens et 24 000 parmi les soldats français, faisait partie des champions de « l'Algérie française », des jusqu'aux-boutistes du dernier quart d'heure.

Mais comment attendre d'individus qui portent la responsabilité d'avoir provoqué la mort de plus d'un million d'hommes pour la défense des gros sous de l'impérialisme français, la simple décence de ne pas venir piétiner la tombe de leur victime pour s'y faire un peu de publicité.

O.B.

L'inhumation du soldat inconnu d'Afrique du Nord. A la gloire de la guerre. Au mépris des victimes.

CHOMAGE : LE GOUVERNEMENT TRAFIQUE LES CHIFFRES

Le ministère du Travail a annoncé à grand bruit la semaine dernière une réduction du chômage en septembre. C'est une véritable escroquerie : le ministère compte 4 % de demandeurs d'emploi en moins dans les statistiques par rapport à août. En fait les chiffres officiels eux-mêmes admettent que les demandeurs d'emploi sont plus nombreux en septembre qu'en août !

Mais, nous dit-on, il faut tenir compte des « variations saisonnières » : il est normal qu'en septembre beaucoup de gens cherchent du travail et il y a bien 4 % en moins... sur l'augmentation prévisible des chômeurs. Raisonnement d'autant plus éhonté quand on sait que, cette année, ceux qui cherchent du travail se sont souvent inscrits dans les agences de l'emploi dès juillet et août, contrairement aux autres années où ils s'inscrivaient après les vacances. La baisse observée par le ministère du Travail, même « corrigée des variations saisonnières » est donc une pure vue de l'esprit : on ne pourrait parler d'une quelconque baisse du chômage, même très relative, que si les chiffres baissaient sur plusieurs mois.

D'ailleurs le gouvernement le sait bien. Mais il est plus facile de solliciter les statistiques pour leur faire dire des contre-vérités que de donner un emploi aux chômeurs.

J.H.

UN COUP DE BARRE... MARS... ET ÇA REPART !

Dans le cadre du budget 1978, le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle hausse du prix de l'essence. Encore une, direz-vous. Oui, mais Barre vous répondra que, cette fois, nous bénéficions d'un sursis puisque la hausse ne prendra effet qu'en février.

En février ? Mais pourquoi ce délai, alors que le budget 1978 prend effet le 1er janvier ?

C'est que, si cette hausse ne se produit qu'en février, son effet sur l'évolution de l'indice officiel du coût de la vie ne sera pas connu avant la fin mars, c'est-à-dire après les prochaines élections législatives. Cela aurait fait mauvais effet si cet indice avait encore un peu gonflé la veille du scrutin. Alors il ne gonflera qu'après.

Après cela, Barre peut bien jurer, la main sur le cœur, qu'il a établi un budget et un programme de gouvernement pour toute l'année 1978 sans tenir compte des élections... Farceur, va !

Policiers racistes à Paris...

Parce qu'il est sénégalais et qu'il espérait prendre un taxi avec sa femme et ses deux enfants en profitant de la priorité accordée aux familles, un professeur de sciences, M. Abdoulaye M'Bow, est passé le lundi 17 octobre en correctionnelle pour « violences et rébellion à agents » !

Les faits remontent à décembre 1974 : M. Abdoulaye M'Bow essayait de prendre un taxi gare de Lyon. Un gardien de la paix intervint, le menaçant, l'injuriant, et l'embarqua finalement au poste de police. Là, c'est à une vingtaine que les policiers l'ont passé à tabac. Deux dents cassés, la lèvre ouverte et le pancréas abîmé, il dut être hospitalisé quinze jours !... et quand il sortit de l'hôpital, ce fut pour apprendre... qu'il était poursuivi pour violence à agents !

La plainte qu'il a déposée, lui, a été rejetée. Motif : vu le nombre de policiers, on ne pouvait déterminer qui avait frappé !

Un tel fait illustre une fois de plus l'arbitraire scandaleux et les méthodes répugnantes qu'emploie la police vis-à-vis des travailleurs immigrés (même professeurs de physique !). Il montre la violence à laquelle se livrent — le plus souvent en toute impunité — ceux qui sont censés protéger la population et maintenir « l'ordre » !

Anne SEVILLE

...et à Orléans

M. Maati Britit, un ouvrier marocain de la SIFA à Orléans, délégué CGT dans son entreprise, a été sauvagement frappé au commissariat d'Orléans-La-Source le 6 octobre dernier.

Il avait eu un accrochage verbal sans importance au bureau de poste de la La Source, mais le receveur ayant appelé la police, celle-ci est arrivée, l'arme au poing pour emmener le « forcené ». Dans les locaux du commissariat, après l'avoir attaché à l'aide de menottes, sept policiers l'ont roué de coups. Puis ils l'ont fait conduire à l'hôpital psychiatrique de Fleury-Les-Aubrays pour le faire interner. Mais le médecin de service a refusé l'internement, et a au contraire fourni au travailleur blessé un certificat médical pour des plaies au visage, aux bras, aux hanches, des cheveux arrachés, etc.

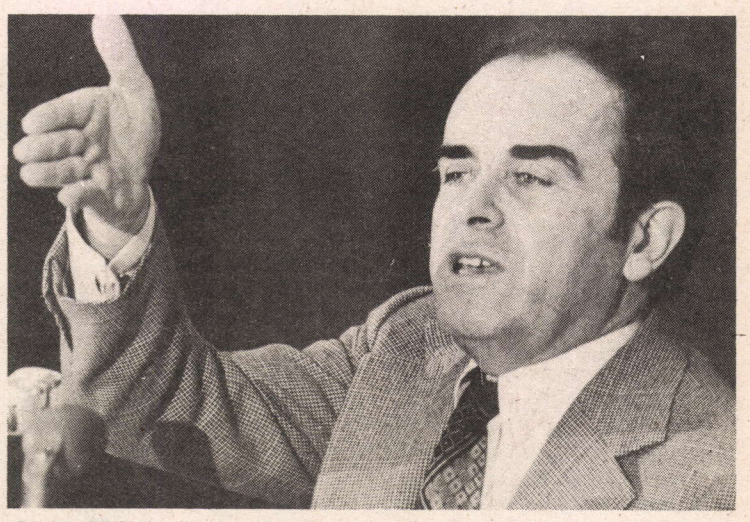
L'affaire a ensuite été révélée à la presse par une plainte déposée par M. Britit et par l'Union locale CGT contre les policiers racistes.

La CGT a pris soin de préciser qu'elle n'entendait nullement mettre en cause l'intégrité de la police dans son ensemble à ce propos.

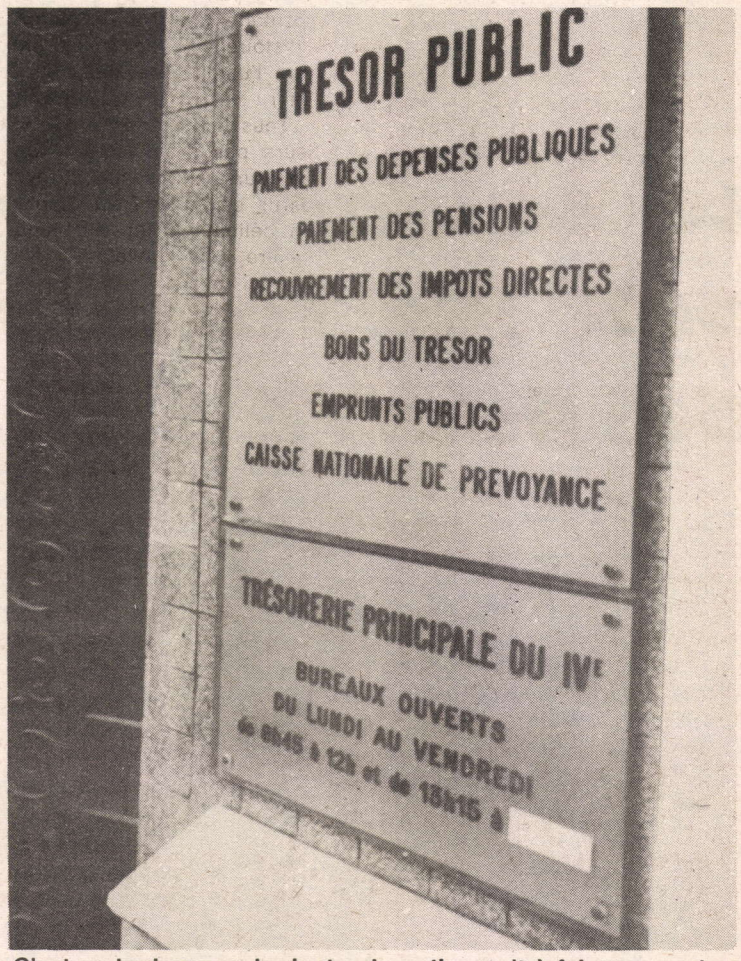
Pourtant, il ne s'agit pas d'un acte isolé, individuel, puisqu'il s'est déroulé dans un commissariat et qu'il est le fait de sept policiers, sept individus armés, assermentés, incontrôlables et qui se croient tout permis... et qui effectivement se permettent tout, surtout lorsqu'il s'agit d'un travailleur immigré, parce que les pires préjugés et en particulier le racisme peuvent s'exprimer sans entrave dans les commissariats.

Sébastien PERRIN

Chiffres en mains pour mieux abuser les travailleurs



Quels intérêts le contre-budget que Marchais a présenté au Parlement défend-il ?



C'est en tout cas un budget qui continuerait à faire payer des impôts aux travailleurs...

« Notre budget, chiffres en main », **voilà qui fait sérieux en gros titre dans** l'Humanité **du 14 octobre — et deux pages. Georges Marchais a présenté au Parlement un contre-projet de budget. Il est prêt à prendre la relève de Barre. Il sait parler un langage d'économiste, tout comme celui-ci. Mais justement, Barre aussi faisait sérieux lorsqu'il est venu au gouvernement, lui « l'économiste éminent », muni d'une belle assurance, avec des affirmations dont il prétendait qu'elles étaient fondées scientifiquement sur des chiffres infaillibles. Et ce professeur nous avait juré du haut de tout son savoir que les prix allaient cesser de croître, l'inflation s'arrêter, l'économie repartir...**

Derrière l'esbrouffe des chiffres, les promesses électorales de Georges Marchais sont-elles plus crédibles ?

D'abord, il ne s'agit que du projet du seul PCF. Que deviendra-t-il si Mitterrand le refuse ? Marchais ne nous le dit pas, et pour cause, car il connaît la réponse. Et c'est bien pour cela qu'il se permet une certaine démagogie dans le ton, car il sait qu'il dispose par avance d'un alibi pour se dédire. On en est donc réduit à discuter sur une série d'hypothèses qui ressemblent fort à des hypothèses d'école.

A partir de là, on peut constater que les économistes du PCF ont raisonné en parfaits gestionnaires de la France capitaliste qu'ils rêvent de devenir. Et comme le Parti Communiste ne remet pas en cause l'économie de marché et qu'il se flatte de ne pas vouloir renoncer à la concurrence entre les entreprises, y compris entre celles du secteur qu'il envisage de nationaliser, il en est réduit à baser son budget sur des paris et des hypothèses, tout comme le font tous les gouvernements bourgeois. En particulier, si ce projet de budget prévoit des augmentations de dépenses, du côté des recettes il compte, pour couvrir,... sur les hypothétiques rentrées qu'il réussirait à obtenir en limitant la fraude fiscale ; et avec l'hypothétique espoir qu'une relance de l'économie permettrait un accroissement du produit intérieur brut de 6,8 % (d'où sort ce chiffre miracle, dont l'extrême précision n'est là que pour nous faire croire qu'il peut être calculé ?) et donnerait donc sous forme de taxes des rentrées nouvelles. Mais qui peut garantir que l'augmentation des salaires relancerait forcément l'économie ? D'autant plus que la crise économique est mondiale et que le blocage actuel ne dépend donc pas uniquement de la situation intérieure. Alors, si la relance (que Barre aussi nous avait promise !) n'a pas lieu, comment payera-t-on les dépenses supplémentaires ? En tout cas, le Parti Communiste ne nous dit à aucun moment qui il fera payer dans ce cas. De politique de rechange, il n'en a pas.

Quant au freinage de la hausse des prix, cela fait aussi partie des promesses classiques de tous les gouvernements, qui n'y peuvent rien mais le permettent régulièrement. C'est plus facile que de promettre que les salaires seront augmentés automatiquement en fonction de la hausse des prix.

Les moyens proposés par le PCF pour freiner la hausse des prix restent des formules vagues. Il en est cependant un qui vaut d'être cité, non pour son efficacité, mais parce que Barre y souscrirait sans hésiter : « Réduire les gâchis matériels, financiers et humains dans les entreprises et application d'un plan de modernisation et de développement des secteurs clés ». **Que peut bien vouloir dire** « réduire les gâchis humains » ?

C'est un langage qui peut tout aussi bien être celui des gouvernements actuels, et qu'on entend aujourd'hui dans la bouche des représentants du CNPF. En clair, cela veut dire augmenter le rendement du travail, la productivité. Mais que peut signifier un tel objectif pour les travailleurs, sinon que l'on envisage d'augmenter leur exploitation, puisque par ailleurs le PCF reste très flou sur les revendications essentielles, comme la diminution du temps de travail — sans diminution de salaire?

Il y a cependant au moins un point qui a des chances de faire l'unanimité de l'Union de la gauche... et de la droite : le PCF nous promet dans son budget d'accorder trois milliards de francs (en « francs constants », c'est-à-dire compte non tenu de la revalorisation due à la hausse des prix) de crédits supplémentaires à l'armée. Cette promesse-là au moins a des chances d'être tenue.

En fait, le budget du PCF n'a rien à voir avec la défense des intérêts des travailleurs. Avancer un budget, cela fait sérieux, cela « en jette » d'autant plus que l'on noie le lecteur sous une avalanche de rubriques, de tableaux et de chiffres, où l'on a bien du mal à trouver ce qui nous concerne vraiment, ce qui pourrait changer notre vie... parce que cela ne s'y trouve pas.

L'Humanité **refermée, on ne sait pas plus à quoi le PCF s'engage sur le plan de l'emploi que sur celui de l'élévation du niveau de vie des travailleurs. Il ne s'engage même pas à se battre pour imposer ce budget : il le « propose » seulement. Or on sait que ni Mitterrand ni les radicaux de gauche n'accepteront un tel budget, aussi limité soit-il. Le PCF s'engage-t-il à quitter le gouvernement — ou à ne pas y entrer — si son budget est repoussé ?** L'Humanité **et Georges Marchais se gardent bien de s'avancer sur ce point !**

Olivier BELIN.

... Et qui n'assurerait pas aux vieux la vie décente qu'ils réclament. Comment peut-on vivre décemment, en effet, avec les 1.200 F par mois de minimum vieillesse promis par le PC ?

ti Communiste Français

Pour changer vraiment la fiscalité, il faudrait s'en donner les moyens

Quelle nouveauté nous propose le PCF, en matière de fiscalité, dans son contre-budget 1978, s'il venait au pouvoir ?

Propose-t-il de mettre enfin un terme à la flagrante injustice que constitue l'impôt sur le salaire, pour tous ceux qui n'ont justement pas d'autre ressource que ce qu'ils ont gagné à l'usine ou au bureau, et qui ne peuvent s'offrir un peu de luxe et de superflu ?

Le contre-projet du PCF promet bien, notamment en supprimant la TVA sur **« les produits de première nécessité (alimentation, livres, presse), sur les médicaments »** et en diminuant l'impôt (ou plus exactement l'augmentation de l'impôt par rapport à 1977), d'alléger de 15 milliards ce qui pèse sur les couches laborieuses (tout en indiquant que l'impôt sur les ménages rapportera 19 milliards en plus, **« augmentation normale liée à celle de la consommation et à la législation constante »).** Mais il ne s'attaque pas au principe même de l'impôt sur le salaire. Il se contente de proposer quelques diminutions par rapport à ce que paient les salariés modestes ou moyens dans le système Barre 1978.

Le smicard célibataire (à 2.200 francs par mois) ne versera plus du tout d'impôts. C'est bien la moindre des choses. Mais là où il est évident qu'il s'agit d'un geste publicitaire, c'est que le même projet prévoit, pour deux smicards mariés et sans enfants, une note de 3.302 F par an. Et ce sera pour eux une piètre consolation de se dire que Barre leur aurait fait une ponction supplémentaire de 468 F. Morale de l'histoire : quand on est smicard, vive l'union libre, ça coûte moins cher !

Tous les salariés n'auront d'ailleurs pas droit à une diminution de leurs impôts sur le revenu. A partir de 8.800 F par mois pour un célibataire (et s'il s'agit d'un salaire confortable, ce n'est en rien un revenu de bourgeois), des augmentations sont au contraire prévues.

Quant aux vrais riches, le PCF affirme sa volonté de s'y attaquer. Mais ses propositions ne sont pas toujours simples à comprendre pour les travailleurs qui ne sont pas habitués à se pencher sur les mesures fiscales concernant ces messieurs. On nous promet — c'est bien la moindre des choses — de supprimer **« l'avoir fiscal** (dont les travailleurs connaissent au moins l'existence grâce au scandale de la feuille d'impôt de Chaban, il y a quelques années), **le prélèvement libératoire, l'abattement de 3.000 F sur les revenus de dividendes, le régime des comptes d'épargne à long terme ».**

On nous annonce un **« plafonnement en valeur absolue de la déduction pour frais professionnels pour les hauts revenus », « la création d'un impôt sur la fortune des personnes physiques », « la création d'un grand impôt moderne sur le capital des sociétés »** (et plus seulement comme c'est le cas aujourd'hui, sur les bénéfices).

Mais même si ces mesures étaient plus précises, plus nombreuses, plus radicales, cela ne changerait pas grand-chose au problème tant que le gouvernement qui prétendrait les mettre en œuvre ne se donnerait pas les moyens de contrôler réellement les revenus de tout ce beau monde capitaliste !

Car le problème de fond est bien là. Tant que le contrôle de l'Etat restera administratif, tant que les hommes de la bourgeoisie pourront, au sein de l'appareil d'Etat lui-même — et la venue du PC au gouvernement ne changerait pas les choses — trouver des complicités parmi les hauts fonctionnaires que toute la hiérarchie classique impose aux simples employés, la fraude fiscale battra son plein, les bénéfices seront dissimulés, les coffres suisses et les comptes en banques continueront de se remplir, les biens seront acquis sous des noms d'emprunts. Quelques inspecteurs ou contrôleurs supplémentaires n'arrêteront pas cet ordre des choses.

La seule façon de se prémunir contre les ruses et les fraudes des bourgeois, ce serait d'en appeler, par-delà le respect de la hiérarchie, à l'ensemble des petits fonctionnaires des administrations susceptibles de découvrir les complaisances des hauts placés, d'en appeler à tous ceux qui, dans les rouages de certains services financiers ou commerciaux des entreprises, dans les banques aussi, peuvent se mobiliser pour surveiller les riches, être attentifs à tout et dénoncer les anomalies ou les fraudes.

Mais une telle politique, le PCF ne l'envisage pas une seconde. Ce sont en techniciens des impôts travaillant dans le cadre du système actuel que ses spécialistes ont rédigé leur projet, et pas en défenseurs des intérêts des travailleurs.

Anne GARBE

Des mesures sociales qui ne changeront pas la vie

LES SALAIRES

D'après le contre-projet de budget du PCF, les salaires seraient relevés. Mais de combien ? Georges Marchais nous dit que **« la hausse immédiate du pouvoir d'achat sera différenciée »** et qu'elle **« ira de 40 % pour les smicards à 0 % pour ceux qui gagnent quatre fois le SMIC ».**

En fait, cette façon de présenter les choses tendrait à faire croire que les salaires augmenteraient de 0 % à 40 %... Or, on peut lire en page 5 (chapitre, les mesures sociales, 1° : le relèvement des salaires) que si le projet prévoit que le SMIC sera porté à 2.200 F, ce qui fait effectivement une augmentation de 40 pour cent pour les plus bas salaires, l'augmentation prévue pour les salaires au-dessus du SMIC est **« un relèvement différencié »** de 4 % seulement !

Et ce relèvement différencié, qu'est-ce qu'il apportera précisément à un OS, un P1, un dessinateur, une dactylo de Renault par exemple ? C'est impossib'e de le savoir.

Mais le problème fondamental, c'est que ce relèvement même différencié des salaires, n'est absolument pas garanti ! Une grande absente de ce projet, c'est la garantie du pouvoir d'achat. Pourtant, le Parti Communiste prévoit une hausse des prix de 6 % pour 1978, et rien ne garantit qu'il arrive à la maintenir dans ces limites. Alors, qu'est-ce que devient l'échelle mobile des salaires ?

Le minimum vieillesse sera porté à 1.200 F (l'aide aux handicapés adultes aussi). Cela serait plus qu'aujourd'hui (900 F), mais reste ridiculement bas. Cela ne fait même pas la moitié de ce que Georges Marchais estimait être le minimum vital à La Courneuve en septembre. Quant au problème de l'indexation automatique des retraites et pensions sur la hausse du coût de la vie, le projet de budget du PCF reste muet. Pourquoi ?

L'EMPLOI, LE CHOMAGE

Le PCF dit qu'il résorbera le chômage. D'abord en créant 500 mille emplois par an. Soit. Mais il faut, pour qu'il n'y ait pas de nouveaux chômeurs, que les patrons embauchent les jeunes qui arrivent sur le marché du travail et qu'ils arrêtent de licencier. **« Arrêt des démantèlements industriels et interdiction de licenciements sans reclassement préalable »** écrit **l'Humanité.** On ne parle pas d'interdire les licenciements, mais d'obliger à des reclassements en cas de licenciements. Comment ? Mystère, les lecteurs de **l'Humanité** ne le sauront pas !

Plus loin, on nous explique : **« Compte tenu des départs en retraite, du fait de l'abaissement de l'âge qui en ouvre le droit, réduction de 500.000 du nombre des chômeurs ».** C'est aller vite en besogne. Aujourd'hui déjà, nombre de travailleurs pourraient, grâce à des mesures décidées par le gouvernement Barre, partir en retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes. Ils ne le font pas, parce que leurs ressources seraient alors insuffisantes. Pourquoi le feraient-ils, alors qu'ils n'auraient, d'après le Parti Communiste, que **« leur pension complète »** (c'est-à-dire parfois moins que ce que propose aujourd'hui Barre) pour vivre ?

Georges Marchais a dit aussi, en présentant son budget à l'Assemblée, que **« la plus grande partie de ces emplois doit résulter de la relance de l'activité économique ».**

Barre ou Madame Soleil ne feraient pas mieux : si l'économie s'arrange, l'emploi s'arrangera. Et sinon ? Si, comme c'est probable, cette relance — qui ne dépend pas du gouvernement mais de la crise mondiale du système capitaliste — tarde à venir, qu'adviendra-t-il du chômage ? D'autant qu'en lisant de près le budget du PCF, on voit que le secteur public ou nationalisé n'absorberait que 100.000 nouveaux emplois, au mieux.

Restera une allocation-chômage (dont il est précisé qu'elle sera subventionnée à 85 % par la Sécurité sociale... et donc par les travailleurs) dont le minimum sera égal aux deux tiers ou à la moitié du SMIC, selon la situation familiale du chômeur. Mais peut-on vivre vraiment avec moins que le « salaire minimum » ? Et combien de temps sera versée cette allocation, un an comme les 90 pour cent pour licenciement économique, plus, moins ? On ne le sait pas.

En fait, si les mesures contenues dans le contre-projet de budget du PCF étaient appliquées, cela apporterait peut-être quelques petits avantages aux travailleurs. Mais cela ne permettrait en rien de vraiment changer la vie.

Pierre LAFFITTE.

Il ne suffira pas de s'en prendre au train de vie des riches, il faudra s'en prendre au capital

Dans le contre-projet de budget, une des mesures proposées pour obtenir des rentrées supplémentaires de capitaux est « de s'en prendre au train de vie des riches ». **Le PCF compte ainsi récupérer 50 milliards de francs actuels, dont 8 par la lutte contre la fraude fiscale, 32 par une** « surtaxation des hauts revenus et un impôt sur la fortune », **et enfin 8 par la** « lutte contre les transferts frauduleux de ressources des entreprises au bénéfice des privilégiés ».

Quels moyens le PCF compte-t-il employer pour récupérer cet argent ? Il n'en propose pas d'autre qu'augmenter le nombre de contrôleurs fiscaux, ce qui s'est jusqu'à présent toujours révélé inefficace. Mais, à supposer qu'il arrive à obtenir ces 50 milliards, qu'est-ce que cela changerait pour les classes travailleuses du pays. Bien sûr, 50 milliards c'est une somme considérable, mais cependant ce n'est pas cela qui pourrait mettre fin à l'exploitation de millions d'hommes par une poignée de capitalistes qui possèdent tout l'appareil de production. Peut-être perdraient-ils un yatch ou une résidence secondaire ? Ils n'en conserveraient pas moins leurs entreprises et leur puissance.

Bien sûr, il est choquant de voir le luxe scandaleux dans lequel vivent certains richards pendant que des millions d'hommes vivent mal, et d'autant plus mal qu'ils sont touchés actuellement par la crise économique.

Mais le PCF voudrait nous faire croire que l'une des raisons essentielles des mauvaises conditions de vie de l'ensemble de la population est la surconsommation de quelques riches et qu'il suffit de reprendre quelques milliards aux riches pour que tout aille mieux. Pourtant, la cause de la crise économique actuelle n'est pas cette surconsommation de quelques privilégiés (qui existe d'ailleurs depuis toujours, bien avant la crise), c'est le système capitaliste dans son ensemble : une production anarchique, décidée non en vue de satisfaire les besoins de la population, mais de procurer le maximum de profits aux capitalistes, le gaspillage énorme qui résulte de la concurrence, etc. Et la seule façon de sortir de la crise est d'arracher tout l'appareil de production des mains des capitalistes.

Mais dire que, pour sortir de la crise, c'est au système capitaliste qu'il faut s'en prendre, le PCF ne le fera pas. Alors, il se contente de dénoncer des abus et de proposer quelques mesures qui, parfaitement inefficaces, lui permettent cependant de se donner un petit air radical à bon compte.

Marianne LAMIRAL

Les appels du pied de la droite au Parti Socialiste... et les clins d'œil au Parti Communiste

« Qu'il y ait un gouvernement socialiste homogène après un vote des Français, je ne vois pas pourquoi je refuserais d'accepter une telle situation. » **C'est ce qu'a déclaré Raymond Barre dans** l'Express **du 17 octobre.**

Ce n'est pas la première fois qu'un représentant de la droite affirme publiquement qu'il ne verrait évidemment pas d'un aussi mauvais œil la venue d'un gouvernement de gauche si le Parti Communiste en était exclu. Après les récentes prises de position de Jean-Jacques Servan-Schreiber en ce sens, c'est aussi Françoise Giroud, l'ancien secrétaire d'Etat à la Culture, qui a estimé sur les antennes d'Europe n° 1 qu'un gouvernement socialiste dans une république giscardienne, « ce serait parfait ». « Pour moi, **a-t-elle précisé,** la majorité idéale est une majorité qui englobe... je dirais l'aile la plus progressiste de la majorité et les socialistes qui ne sont pas proches du Programme commun ». **Tout cela fait dire à** l'Humanité **qu'** « en abandonnant le Programme commun sur des points essentiels, en se détournant de l'Union de la gauche, le PS a fait ce qu'espéraient de lui les Barre et les Ceyrac ». **Et le Parti Communiste a bien raison de penser que le PS pourrait un jour accepter de gouverner sans le PCF et en faisant des alliances avec des partis de droite.**

Mais ce que l'Humanité **se garde bien de relever, c'est qu'il se trouve aussi, à droite, des voix que l'éventualité d'une participation du PCF au gouvernement ne semble guère effrayer. Ainsi le quotidien du PCF n'a pas publié les passages suivants de la déclaration de Barre à** l'Express : « J'ai trop le respect de la démocratie pour ne pas accepter le choix des Français, quel qu'il soit. **(...)** Je ne ferai jamais de procès d'intention aux communistes. Ils sont Français comme moi. Ils ont des opinions différentes, je respecte leurs opinions ». **Et s'il** « ne souhaite pas qu'ils détiennent certaines responsabilités », **Raymond Barre** « accepte » **l'éventualité d'une telle** « alternance ». **Mardi 18 octobre, on pouvait de la même manière entendre sur Europe n° 1 Bigeard lui-même, à qui un journaliste rappelait ses précédentes intentions** « de prendre le maquis » **en cas de venue de la gauche au gouvernement, rétorquer que c'était là une boutade, que pour lui les communistes sont des Français comme les autres et qu'il n'est pas question de tirer sur des Français...**

C'est que, si certains hommes de droite continuent d'agiter régulièrement, dans un but électoraliste, le spectre des communistes au gouvernement et du collectivisme, d'autres, plus soucieux peut-être des intérêts généraux de leur classe, et alors que la venue du PCF au gouvernement à cour terme n'est plus tout à fait impossible, préfèrent dédramatiser, d'avance, la situation politique qui naîtrait alors.

Ils savent en effet que rien de dramatique pour le pouvoir de la bourgeoisie ne peut arriver par les élections, que la société capitaliste n'a rien à craindre d'un changement de ministère, que l'ordre des possédants ne sera pas mis en cause.

Alors, si depuis des semaines le PCF tente de convaincre les électeurs de gauche et les travailleurs qu'il est, lui, fondamentalement différent du PS, eh bien, les déclarations de Barre et Bigeard prouvent que les hommes politiques de la droite sont conscients que Marchais et consorts au gouvernement ne pourront que s'y comporter comme de vulgaires ministres socialistes, comme de vulgaires ministres bourgeois.

H.M.

"L'Humanité", l'Internationale Socialiste et l'œil de Bonn

Le Parti Communiste Français se livre à une bien singulière leçon de choses politique dans **l'Humanité** du lundi 17 octobre.

Un lecteur s'interrogeant sur l'existence de la pseudo-Internationale Socialiste des Brandt et autres Golda Meïr, la rédaction du journal répond par un petit historique qui est une condamnation explicite de cette organisation... et de Mitterrand qui en est le vice-président.

Tout y passe : la faillite de l'Internationale Socialiste en 1914 et le ralliement de ses sections à leur impérialisme respectif, son hostilité constante à l'égard des communistes entre les deux guerres, sa soumission au fascisme avec sa politique de non-intervention en Espagne.

Et l'article adopte un ton sévère, qu'il adopte à l'égard du soi-disant centralisme de l'Internationale Socialiste ainsi que la volonté de cette dernière de s'ingérer dans les affaires d'autres pays, en particulier celles du Portugal. Pensez donc ! jamais le PCF n'accepterait de soumettre sa politique à une organisation internationale, surtout lorsque son président (on l'apprend dans la réponse) est un Allemand, Willy Brandt. Et **l'Humanité** de suggérer au détour des phrases que l'œil de Bonn surveille cette organisation et le parti de Mitterrand.

Mais le plus extraordinaire dans cet article, c'est que **l'Humanité** réussit la gageure de faire une critique en règle de l'Internationale Socialiste sans mentionner, ne serait-ce qu'une seule fois, l'existence de l'Internationale Communiste, qui se créa, en 1919 en réaction contre le chauvinisme et le réformisme de l'Internationale Socialiste. Et sur ce terrain, on comprend que le PCF ne tiennent pas à rappeler sa filiation, à ses yeux honteuse, d'avec la Section Française de l'Internationale Communiste. Une section française qui, lorsqu'elle fut fondée en 1920 au congrès de Tours, se donnait pour objectif de combattre l'électoralisme, le militarisme, le nationalisme ; autant de thèmes dont le PCF se fait aujourd'hui le chantre.

Une réunion de l'Internationale Socialiste en 1976 : Willy Brandt et François Mitterrand.

Alors bien sûr, l'Internationale Socialiste des Mitterrand et autres Willy Brandt n'est qu'une caricature d'Internationale, une confrérie d'hommes d'Etat bourgeois qui se réclament du socialisme pour mieux duper les travailleurs. Mais le fait que le PCF dénonce l'existence de liens entre partis sociaux-démocrates à l'échelle internationale comme une entrave à l'indépendance nationale en dit long, en tout cas, sur son propre chauvinisme.

Stéphane HENIN

Aujourd'hui le PCF découvre le "virage à droite" du PS mais prépare son propre revirement

Ce dessin, paru dans le numéro de France-Nouvelle **du 17 octobre, illustre « la voix de la raison populaire » qui doit obliger le PS à respecter ses engagements. Rien ne sert de pousser, Mitterrand est enraciné dans le camp de la bourgeoisie.**

Dans sa polémique contre le Parti Socialiste, le Parti Communiste invoque sans cesse le « virage à droite » qu'aurait amorcé ce dernier.

Si virage du PS il y a, il se situe au niveau de son langage, pas de sa politique. Cela ne constitue d'ailleurs pas quelque chose de nouveau. Aux élections de 1974, un tel changement du langage avait été encore plus net, parce que plus brusque : engagé précipitamment dans la bataille électorale par la mort de Pompidou, Mitterrand avait carrément mis de côté, du jour au lendemain, le Programme commun signé en 1972.

Mais la thèse du « virage du PS » que le PCF avance aujourd'hui a l'avantage de justifier sa politique. **France-Nouvelle** du 17 octobre explique : **« si les partenaires du Parti Communiste ont été sensibles à des pressions qui leur ont temporairement fait renier leurs engagements, pourquoi ne seraient-ils pas également sensibles à la voix de la raison populaire ».** Comme si Mitterrand et le PS étaient un bouchon, balloté au gré des vents, « temporairement » à droite, « temporairement » à gauche. Les positions politiques du leader du PS ne sont pas le résultat de la pression de la droite ou de la bourgeoisie. Ils correspondent à un choix fondamental, profond. Celui d'un politicien bourgeois tout entier au service de sa classe. Cela le PCF le sait bien, puisqu'il le dit aujourd'hui quotidiennement dans sa presse. Mais il laisse croire que la « voix de la raison populaire » pourrait changer les choses. C'est une manière de justifier par avance un futur ralliement.

Face aux options d'un Mitterrand, la « voix de la raison populaire » — entendez d'un PCF fort, c'est-à-dire ayant un nombre important de députés au Parlement — est d'une efficacité nulle. Cela le PCF le sait aussi fort bien.

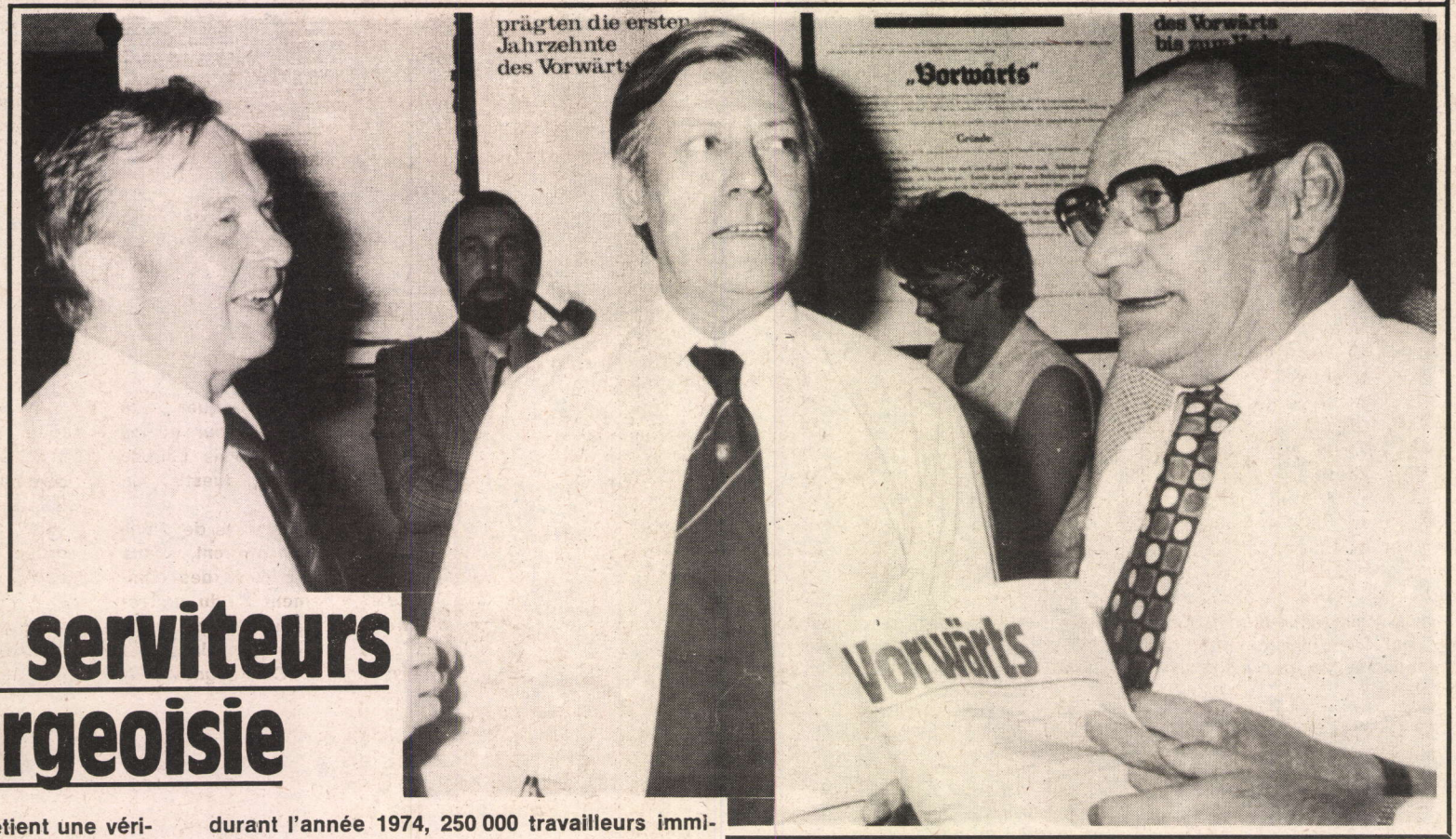
En 1946, avec 28,6 % des voix, le PCF était le premier parti de France, devançant le PS de plus de 10 % des suffrages... Cela n'a pas empêché celui-ci de rester dans presque tous les gouvernements anti-communistes d'après 1947, après que le PC ait été chassé du pouvoir. En janvier 1956, le Parti Communiste, avec 25,6 % des voix, devançait toujours le PS de plus de 10 %, et cela n'a pas empêché Guy Mollet, le dirigeant d'alors du Parti Socialiste, de renier ses engagements, alors qu'il venait d'obtenir les pouvoirs spéciaux avec les voix du PCF...

En fait, la seule pression qui pourrait avoir de l'efficacité, ce serait celle exercée par les travailleurs en lutte, dans les usines et dans la rue, c'est-à-dire la pression extra-parlementaire. Si le PCF voulait prévenir les « trahisons » de ses partenaires, il y préparerait les travailleurs. S'il ne le fait pas, c'est en fait qu'il se situe sur le même plan que Mitterrand, le plan de l'arithmétique parlementaire. Ce qui est en cause pour lui, ce ne sont pas les espoirs des travailleurs, mais ses chances de parvenir au gouvernement.

Jean-Jacques FRANQUIER

Dossier

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE AU GOUVERNEMENT



Helmut Schmidt (au centre) au congrès du SPD en juin 1976. Derrière lui, l'une des deux photos est de Wilhelm Liebknecht. Il y a bien loin de l'un à l'autre.

De bons et loyaux serviteurs de la bourgeoisie

Un gouvernement qui entretient une véritable « chasse aux sorcières » contre les fonctionnaires soupçonnés de sympathie avec les idées oppositionnelles de gauche ; un gouvernement qui confie à d'anciens nazis la tâche de juger les postulants aux postes de fonctionnaires ; un gouvernement qui bâtit pour Baader et ses camarades une prison spéciale où il leur fait subir des conditions d'isolement extrême ; un gouvernement qui fait utiliser le canal des radios et télévisions par sa police, pour que chaque citoyen puisse se comporter en délateur : voilà la « démocratie » mise en œuvre par le parti de Brandt et Schmidt, le Parti Social-Démocrate.

Quant à son « socialisme », il n'a que le visage de l'austérité pour les travailleurs. Le gouvernement a imposé de fortes limitations des hausses de salaires. Il subventionne un patronat qui licencie massivement et il se satisfait d'un million de chômeurs. Il renvoie, durant l'année 1974, 250 000 travailleurs immigrés dans leur pays.

Le bilan de la gestion pseudo-socialiste des affaires du pays est donc lourd pour les démocrates et pour les travailleurs. Il n'est pas jusqu'à la normalisation des relations à l'Est qui n'ait été faite au bénéfice des intérêts de la bourgeoisie. De la même façon, les soutiens financiers prodigués à l'extérieur des frontières de la RFA l'ont été, comme au Portugal, pour aider d'autres partis bourgeois à stabiliser l'ordre social.

Cet ordre social, la social-démocratie allemande s'en porte garante, au même titre que tout autre parti bourgeois appelé aux responsabilités gouvernementales. Et dans cette période de crise, la bourgeoisie allemande a été la seule gagnante de la paix sociale qu'a contribué à maintenir le Parti Social-Démocrate, aidé dans sa tâche par l'appui matériel et humain de la puissante bureaucratie syndicale.

LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

Cela fait bien des années que le Parti Social-Démocrate (SPD) a rompu avec toute volonté de réelle transformation sociale. Depuis la Première Guerre mondiale, il se mit au service de sa bourgeoisie, appuyant la guerre de rapine de celle-ci et portant la responsabilité de l'écrasement de la révolution ouvrière qui ébranla, à la fin de 1918, la société allemande. Oui, le premier parti de la classe ouvrière allemande, le parti des Wilhelm Liebknecht et August Bebel, le parti auquel Marx et Engels apportèrent tout leur concours, ce parti est mort en 1914.

Le SPD a assuré la continuité de cette trahison. Après la Deuxième Guerre mondiale, il ne lui suffit pas d'être anti-communiste. Il lâche tout ce qui pourrait le faire passer pour un parti du progrès social. En 1959, à son Congrès de Bad-Godesberg, le SPD abandonne la référence au marxisme et, de parti des travailleurs, ne se veut plus que parti du peuple. Ses dirigeants annoncent qu'ils entendent seulement mieux faire que la CDU, mais pas autre chose. N'ayant pas de concurrent sur sa gauche, le SPD peut étendre très loin sur sa droite ses manœuvres de racolage des couches modérées de la population. Cela le mènera, avec Willy Brandt, à se définir comme le « nouveau centre ».

Son influence électorale grandit. Ses points forts sont toujours les grandes villes ouvrières et les Etats du nord du pays. Au début des années 1970, il recueille 54,6 % des voix à Hambourg, 52 % à Brême. En 1976, seul à Brême ou en alliance avec les libéraux dans cinq autres Etats, il occupe les postes de ministre-président de six des onze Etats dont l'Allemagne fédérale est composée.

Le SPD annonçait, en 1973, 900 000 membres et 10 000 sections locales. En 1976, il annonce un million d'adhérents. Le quart de ceux-là, les moins de 35 ans, sont les membres des Jusos (Jeunesses Socialistes). Les Jusos ont leur propre organisation, mais pas de politique propre. Ils n'ont qu'une politique à défendre, celle du SPD, dont ils ne constituent, en principe, qu'un « groupe de travail ». Pourtant, depuis de nombreuses années, une certaine opposition se manifeste dans les Jusos contre la politique du SPD.

Les liens privilégiés que le SPD a conservés avec le syndicat ouvrier DGB sont illustrés par deux chiffres : en 1970, on estimait que 85 % des leaders de ce syndicat étaient membres du SPD et en 1976, sur les 242 parlementaires socialistes, 222 appartenaient au DGB.

Nul doute que tous ces bureaucrates ouvriers aient pris les bonnes manières de la classe bourgeoise, eux qui représentent un parti dont le programme précise : « *Le socialisme démocratique plonge en Europe ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique* » !

LES PARTIS AUTRES QUE LE SPD

CDU (UNION CHRETIENNE-DEMOCRATE)

Parti de droite créé en octobre 1949. C'est essentiellement un parti de notables ,même s'il dit regrouper 400 000 adhérents.

Parti de gouvernement durant vingt années, il se trouve dans l'opposition depuis septembre 1969. Mais aux élections au Bundestag du 3 octobre 1976, avec les chrétiens-démocrates du CSU, il obtient 48,6 % des voix.

CSU (UNION CHRETIENNE-SOCIALE)

Parti allié au CDU, dont il est la branche du Land de Bavière.

En 1970 son président, Franz Josef Strauss, le qualifiait de « lieu de rassemblement de toutes les forces conservatrices voulant sauver la patrie ».

Il aurait 120 000 membres.

FDP (PARTI LIBERAL-DEMOCRATE)

Créé en septembre 1945 dans le Wurtemberg, le FDP reste un petit parti qui déclare 90 000 membres et se situe au centre. Mais il a toujours participé au gouvernement, sauf pendant la période de la grande coalition CDU-CSU + SPD, de 1966 à 1969, à la faveur de coalitions d'abord avec le CDU-CSU, puis avec le SPD depuis 1969.

La politique à l'Est : comment la RFA normalisa ses relations avec le bloc soviétique

1973 : les représentants des Allemagne de l'Est et de l'Ouest, Helmut Kohl à gauche et Egon Bahr à droite, après la signature du traité de reconnaissance et de voisinage. (UPI)

L'arrivée des sociaux-démocrates au gouvernement en 1969 fut en partie le résultat du soutien qu'ils obtinrent alors de la population, sur leurs propositions visant à infléchir la politique à l'Est de l'Allemagne fédérale.

C'est que la politique menée par les chrétiens-démocrates depuis 1945 n'était plus réaliste. Elle se fixait comme objectif la réunification de l'Allemagne, sous la houlette de fait de la RFA, et entraînait donc le refus de reconnaître la RDA. Un des résultats de cette politique était d'ailleurs, à cause du partage mondial en deux blocs, de ne laisser d'autre choix à la RDA que de se réfugier dans les bras de l'URSS, ce qui éloignait d'autant la perspective de la réunification de l'Allemagne.

Les changements dans la situation mondiale, avec la fin de la guerre froide et avec, en même temps, la stabilisation durable du **statu quo** issu de la situation de 1945, poussaient à ce que la République fédérale allemande aussi opère une reconnaissance du fait accompli, sans chercher à remettre en cause ce fait accompli, en l'occurrence le partage de l'Allemagne. Les chrétiens-démocrates eux-mêmes, à partir de 1963, tentèrent quelques avances vers l'URSS.

Mais ce fut seulement avec l'arrivée de Willy Brandt à la chancellerie que l'ouverture à l'Est devint une politique conséquente. La social-démocratie tabla d'ailleurs activement sur les sentiments de larges couches de la population, satisfaites de pouvoir rétablir, petit à petit, des liens humains avec « l'autre Allemagne ». Ensuite, en peu d'années, les relations se normalisèrent avec tous les pays du bloc soviétique, ce qui aboutit aux traités de 1970 avec l'URSS, de 1972 avec la RDA et enfin à l'accueil, en 1973, des deux Etats allemands à l'ONU.

Cette politique abandonnait l'objectif de la réunification. Mais elle continuait, en particulier à travers le développement des liens commerciaux, à viser à exercer une attraction sur l'Allemagne de l'Est, pour essayer de l'attacher de plus en plus à l'Ouest et de distendre, parallèlement, ses liens avec l'URSS. Fondamentalement, cette politique sert les mêmes intérêts impérialistes que celle menée auparavant.

Dossier

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE AU GOUVERNEMENT

L'APPUI DE LA BUREAUC

Les syndicats en Allemagne fédérale

Cinq organisations syndicales regroupent, en Allemagne, près de dix millions de salariés, soit 38 % du total.

En dehors du CGB (fédération syndicale chrétienne, 200 000 adhérents) et du DAG (syndicat d'employés, 460 000 adhérents), le plus important, et de loin, des syndicats est le DGB (Deutsche Gewerkschaftsbund).

Ce syndicat compte près de 8 millions de membres et regroupe 80 % des travailleurs syndiqués. En particulier il compte l'IG Metall (Syndicat des métallos), qui est le plus grand syndicat du monde. Le seul appareil de ceux et de celles qui, dans les maisons syndicales, assurent le fonctionnement du DGB et de ses fédérations était estimé, en 1970, à 5 000 personnes.

La puissance financière des syndicats allemands est considérable. Rien que par les cotisations, un demi-milliard de marks était collecté en une année (chiffre de 1965). L'argent est placé et rentre dans les circuits capitalistes. L'entreprise bancaire Bank für Gemeinwirtschaft A.G., quatrième banque de la RFA, est financée par le DGB, les fédérations, les centrales d'achats, les coopératives de consommation.

Les coopératives de consommation sont puissantes. Elles contrôlent des milliers de points de vente, des usines de pain, des conserveries et même des élevages de volailles et des cultures...

Deux compagnies d'assurance qui sont parmi les plus importantes d'Allemagne — en particulier la Alte Volksfursorge, deuxième d'Allemagne fédérale, spécialisée dans les assurances-vie — sont également contrôlées par les syndicats.

Enfin les syndicats gèrent des sociétés de bâtiment, une partie de la presse, des librairies, des maisons de culture, des centres de loisirs...

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

En 1963, une banque allemande menacée de faillite fut rachetée par la Bank für Gemeinwirtschaft. Après avoir remis de l'ordre dans les affaires de ce « canard boiteux », la Banque communautaire du DGB en revendit le patrimoine. Le DGB, syndicat de classe ? Oui, mais de laquelle ?

SCHMIDT L'AUSTÉRITÉ

La crise de 1974 a durement touché l'économie ouest-allemande. Et pendant que les patrons licenciaient, le gouvernement Schmidt leur accordait subvention sur subvention, pour les aider à sortir de la crise.

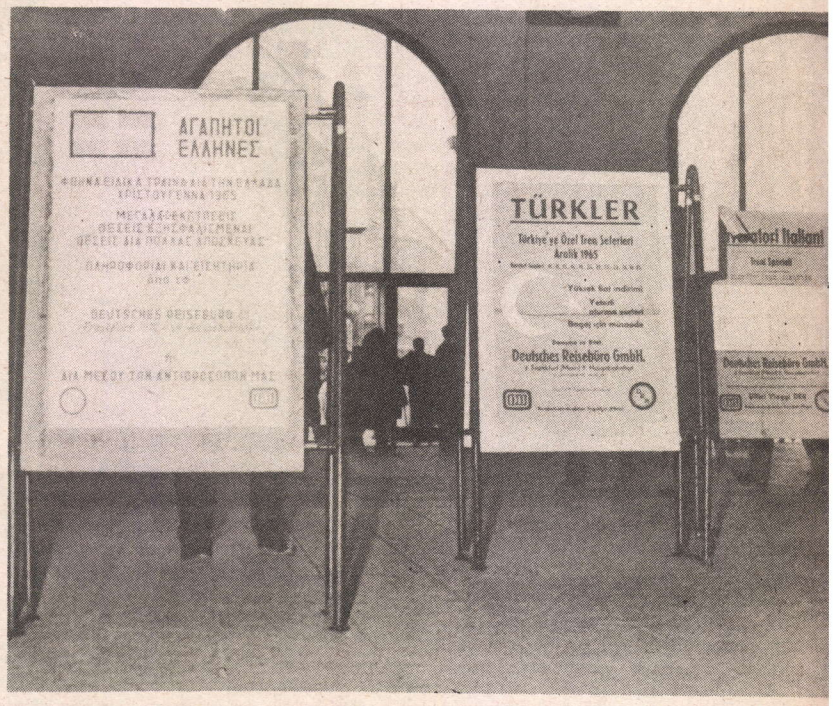
Par exemple en 1974, trois programmes de subvention furent lancés pour soutenir les secteurs menacés. Ainsi en février et en mai 1974, des subventions de 600 et 950 millions de marks furent distribuées. Entre décembre et juin 1975, des diminutions d'impôts de 7 % sont accordées aux patrons qui investissent. Puis en août 1975, 5 milliards de DM sont débloqués par le plan de relance. Et la dernière décision du gouvernement Schmidt en juillet 1977 est de décider d'un allègement fiscal pour les entreprises.

Cela évidemment ne peut remettre sur pied une économie malade du profit. Et cette fin du « miracle allemand » est durement ressentie par les travailleurs.

Si actuellement le taux d'inflation est un des plus bas d'Europe, avec 3,7 % d'augmentation par an, ce taux avait été de 7 % en 1973 et 7,3 % en 1974. Et le problème le plus important qui se pose aux travailleurs allemands est celui du chômage.

Le chômage n'a jamais été aussi fort depuis la fin de la guerre. Si en 1950 il y avait 1 869 000 chômeurs en Allemagne, ce chiffre était tombé à 149 000 en 1970. Depuis le début de la crise, il n'a cessé d'augmenter pour atteindre 1 200 000 en 1975. Depuis, ce chiffre a légèrement diminué, mais il se maintient à 1 million. Il ne comprend pas un grand nombre de jeunes qui n'ont jamais travaillé, ni les 120 000 chômeurs partiels. Et si pendant la première année de chômage le travailleur touche de 66 à 90 % de son salaire, ensuite il ne touche plus que l'aide sociale, qui est fonction de sa situation familiale.

Le chancelier avait expliqué aux travailleurs, pour justifier de leur imposer ces atteintes à leur niveau de vie : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et les investissements de demain sont les emplois d'après-demain ». **Pour le moment, il n'y a ni investissements, ni emplois. Si les profits, eux, se portent bien, il y a au moins les capitalistes à être satisfaits des résultats des sociaux-démocrates.**



En 1971, ces affiches indiquaient aux immigrés les de leur pays. Depuis, l'immigration a été totalem 250.000 travailleurs ont été renvoyés chez eux.

Des travailleurs de Audi-NSU manifes projets de fermeture de l'usine de Ne

Les conseils d'entreprise

Le point de vue d'un militant trotskyste

Les conseils d'entreprise en RFA sont les seuls organismes de représentation des travailleurs dans les entreprises.

Depuis 1972, la loi sur ces conseils a étendu leurs anciennes attributions et actuellement ils remplissent le rôle de nos comités d'entreprise et une partie de celui des délégués du personnel.

Ces conseils se réunissent tous les mois avec le patron, qui les informe de la marche de l'entreprise et des mesures qu'il envisage de prendre : fermeture, transfert des locaux, licenciements. Sur tous ces problèmes les conseillers peuvent seulement donner leur avis.

Par contre ils peuvent intervenir avec, en principe, prise en compte de leur demande auprès du patron, puis du tribunal du travail, lorsque les lois sociales ou les conventions collectives ne sont pas appliquées. Et, comme en France, les conseils d'entreprise organisent et gèrent les œuvres sociales.

Depuis 1972 les conseils peuvent intervenir auprès des patrons pour présenter les revendications des travailleurs. Les conseillers sont également habilités à accompagner un travailleur auprès d'un chef ou du patron.

Le rôle de ces conseils est avant tout conçu par la législation comme un rôle de collaboration, plutôt que de défense des intérêts des travailleurs. Ainsi le paragraphe 74 de la loi s'intitule « *Principes régissant la collaboration* » et précise : « *L'employeur et le conseil d'entreprise s'abstiendront de toute mesure de nature à entraver l'activité de l'entreprise ou à troubler l'ordre qui doit y régner* ».

Le conseil peut jouer à l'occasion le rôle de gendarme dans l'entreprise. Ainsi le paragraphe 104 de la loi dit : « *Lorsque par un comportement contraire à la loi ou par une violation grave des principes énoncés au paragraphe 75* (interdisant les discriminations en matière de sexe, de religion, de race ou d'opinions) *un travailleur cause de façon répétée de sérieuses perturbations dans l'entreprise, le conseil d'entreprise peut demander à l'employeur le congédiement ou le transfert du travailleur en question* ». Les bureaucrates syndicaux ne se gênent pas pour utiliser cette clause et ainsi se débarrasser de travailleurs combatifs ou soupçonnés de sympathie pour l'extrême-gauche.

« Quel est le rôle joué par les conseils d'entreprise ?

— Pour ce qui est du conseil d'entreprise, il a surtout un rôle consultatif. Mais comme il est consulté sur presque tous les problèmes de l'usine, il joue un certain rôle. Surtout si des militants combatifs y font entendre la voix des travailleurs.

L'élection se fait en général en deux collèges séparés : un pour les ouvriers, un pour les cadres et les employés. Le scrutin est un scrutin de liste. La présentation de listes différentes de celle présentée par le syndicat est autorisée par la loi.

— Est-ce qu'il y a eu des tentatives dans ce sens ?

— C'est justement sur cette question qu'il y a eu des conflits entre les bureaucrates syndicaux et des travailleurs combatifs qui voulaient présenter leur propre liste. Il y a eu par exemple aux usines Mercedes-Benz de Stuttgart, lors des élections de 1975, une liste concurrente de celle présentée par le syndicat affilié au DGB. Elle fut présentée par des syndiqués proches du « Sozialistische Büro », regroupement assez peu structuré et tout juste à gauche du SPD. Ils ont été exclus du syndicat ensuite. Normalement, la protection légale dont bénéficient les membres du conseil d'entreprise dans l'exercice de leurs fonctions continue à jouer pour ceux qui sont élus.

Il y a eu bien d'autres cas de listes d'opposition dans d'autres usines. Dans certains cas, ces listes concurrentes sont soutenues par des fractions antagonistes de l'appareil syndical. Dans les cas où ces listes ont été constituées à l'initiative de l'extrême-gauche, ce furent parfois des listes de coalition entre divers courants d'extrême-gauche, mais pas toujours. Ainsi à Cologne, aux usines Felten und Guillaume, une liste présentée par un groupe maoïste, le KPD (m-l), a eu des élus.

Face à certaines tentatives de constituer des listes concurrentes de celle du DGB, il y a des licenciements de leurs promoteurs, avec l'accord du syndicat. Cela s'est réalisé plus facilement quand la liste d'opposition n'a pas eu d'élus. Mais il y a eu un cas de mesures prises contre des élus au conseil d'entreprise. Ainsi, aux usines Krone à Berlin, des élus d'une liste minoritaire ont d'abord été exclus du conseil. Les bureaucrates les ont accusés de **« perturber l'activité de l'entreprise »**. Ils tombaient donc ainsi sous le coup de la loi ! Ce n'est pas tout : après cela, ils furent licenciés par les patrons et exclus du syndicat.

— Comment se passe la vie syndicale ?

— Au cours des dernières années, elle a été de moins en moins vivante, au niveau des usines. Les ouvriers et les militants s'en détournent. Prenons l'exemple des Vertrauensleute, les hommes de confiance du syndicat. C'est un système qui n'est pas du ressort de la loi, mais de la vie interne de certains syndicats, mis en place à partir des années 1950 dans un certain nombre d'entreprises pour favoriser les relations entre le syndicat et les ouvriers. Ces hommes de confiance étaient élus par les syndiqués, par groupe de travail, à raison au minimum d'un homme de confiance pour vingt syndiqués. Leurs attributions n'étaient pas codifiées légalement. Souvent, ils se réunissaient une fois par semaine. Par exemple, lors des grèves de 1969, ces réunions ont servi à exprimer les revendications et la combativité des travailleurs. Et bien, maintenant, il y a beaucoup d'usines où le rôle des hommes de confiance se réduit à distribuer les tracts syndicaux ou à relever les cotisations. »

RATIE SYNDICALE A HELMUT SCHMIDT

ains en provenance ou à destination
nt suspendue en 1973, et en 1974

ent en août 1975 contre les
ckasulm. (UPI)

La cogestion en Allemagne

La cogestion est présentée par le SPD et le syndicat DGB comme le *nec plus ultra* du socialisme allemand. Pour Willy Brandt, c'est « *la voie réelle pour une plus grande démocratie dans l'entreprise* ». Qu'en est-il en réalité ?

La cogestion, bien qu'étant présentée par le SPD comme un premier pas vers le socialisme, n'est pas due à une initiative des sociaux-démocrates.

C'est en 1949 que le gouvernement d'occupation anglais a imposé à certaines entreprises la participation à égalité travailleurs-actionnaires au conseil de surveillance de l'entreprise (son conseil d'administration) et la nomination d'un directeur du travail (notre chef du personnel) choisi parmi les syndicalistes. Un tel état de fait a été transformé en loi en 1951 sous la pression des syndicats. Mais celle-ci n'était valable que pour les sociétés anonymes des mines et de la sidérurgie.

Dans ces entreprises, cette loi est toujours en vigueur et n'a jamais mis en difficulté les capitalistes. Il faut dire que, prudent, le gouvernement avait prévu la présence d'une personne neutre (en fait choisie parmi les actionnaires) en plus au conseil d'administration.

La loi de 1976, présentée par le SPD et votée par une très large majorité au Bundestag, étend la cogestion paritaire à toutes les entreprises de plus de 2 000 personnes.

Cette loi ne met nullement en cause le pouvoir du patronat dans les entreprises puisque, parmi les représentants des travailleurs, il y a obligatoirement un cadre supérieur. Et le président du conseil de surveillance (obligatoirement un représentant des patrons) tranche les questions en litige.

Mais cette loi donne d'innombrables postes aux responsables syndicaux, les intégrant toujours plus au système de production capitaliste. Par leur intermédiaire, les patrons peuvent faire avaler aux travailleurs un certain nombre de mesures, sous prétexte que la bonne marche de l'entreprise dépend de tous et qu'ainsi tous en contrepartie peuvent recevoir de bons salaires.

Il a fallu que le patronat allemand dépose une plainte contre cette loi auprès du tribunal constitutionnel de Karlruhe pour qu'elle fasse un peu parler d'elle ! Car les travailleurs ont assisté à sa mise en place dans la plus grande indifférence.

LE PROGRAMME NUCLÉAIRE

Kalkar, 24 septembre 1977. Malgré la présence policière massive, la plupart des manifestants ont pu se regrouper. (Ph. Arbeiterkampf.)

Depuis plusieurs années déjà, le gouvernement social-démocrate a poursuivi un vaste programme de construction de centrales nucléaires. Il a l'intention de continuer, malgré les manifestations d'opposition. Contre l'avis du comité directeur de son parti, le chancelier Schmidt a repoussé l'idée même d'un moratoire, en expliquant que les intérêts du peuple n'étaient pas toujours représentés par son parti ! Et ce programme ne s'est d'ailleurs pas arrêté aux frontières de la RFA, puisqu'une centrale doit être livrée au Brésil et que l'équipement de la République Sud-Africaine dans ce domaine s'est fait avec l'aide technologique et industrielle que les racistes de Prétoria ont trouvée en Allemagne.

En Allemagne même, cette politique s'est heurtée à une forte opposition des populations des lieux d'implantation de ces centrales. Organisées dans des comités de citoyens, rassemblant leurs membres quelles que soient leurs opinions politiques, elles ont réussi à retarder la mise en chantier ou en service d'un certain nombre de centrales. Les groupes révolutionnaires ont pratiquement tous consacré une part importante de leur activité à militer dans ces comités, ou à les impulser.

Un des points les plus marquants de la mobilisation anti-nucléaire a été la manifestation de Brockdorf, il y a un an. Elle a vu des affrontements entre les forces de l'ordre et une partie des milliers de manifestants. Ceux-ci s'étaient fixé pour but de pénétrer sur le site même du chantier et ils y ont réussi en partie. An printemps, une manifestation importante eut lieu à Grohnde. Et à la fin septembre, c'est à Kalkar que des dizaines de milliers de manifestants se regroupent pour protester contre l'implantation du premier surrégénérateur. Les forces de police avaient quadrillé la région, fouillé trains et voitures, confisqué des milliers d'objets « pouvant servir d'arme » (cela allait du casque de moto au couteau de poche), bloqué même des dizaines de cars. La manifestation réussit quand même à respecter le parcours prévu, qui l'amenait dans un champ proche du chantier, transformé en camp retranché. Un mur, des barbelés et un fossé rempli d'eau rappelaient, outre évidemment les forces de police, que le programme nucléaire est imposé à la population par les pires moyens.

Protéger une installation qui nécessitera une technologie de pointe avec des moyens venus tout droit du Moyen Age, c'est plus qu'un symbole !

CE QU'UN MILITANT TROTSKYSTE PENSE DE CES LUTTES

« Les luttes anti-nucléaires ont déjà une influence sur le Parti Social-Démocrate et les Jeunesses Socialistes. A Kalkar, des groupes Jusos avaient appelé à la manifestation, malgré l'interdiction décidée par le congrès régional du SPD. Cela montre qu'il y a une forte pression qui s'exerce sur le SPD et les libéraux. En novembre, le SPD va tenir un congrès extraordinaire sur la question du nucléaire.

Beaucoup de jeunes, mécontents de l'inactivité du syndicat, cherchent une activité en dehors des usines. C'est pour cela que l'on voit de jeunes ouvriers radicalisés militer dans le mouvement anti-nucléaire.

La position du DGB est la suivante : réduire l'utilisation du nucléaire et utiliser plutôt d'autres sources d'énergie, ne pas aggraver le chômage et donc achever le programme en cours. Sur l'essentiel, c'est un appui au gouvernement. Il y a dans les syndicats une opposition qui est en train de se former contre cette politique du DGB. »

Dossier

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE AU GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT " DE GAUCHE " MÉTHODES DE DROITE

Depuis qu'elle occupe la chancellerie, la social-démocratie de Willy Brandt et Helmut Schmidt a montré qu'en matière de répression et d'atteintes aux libertés démocratiques elle n'a rien à envier à la droite réactionnaire.

En effet, ce sera sous le gouvernement de Willy Brandt que sera généralisé à tout le pays le décret sur les extrémistes, décret qui permettra de légaliser les interdictions professionnelles. Ce sera encore la social-démocratie qui, dans les prisons, utilisera les méthodes « propres » de torture, en appliquant les techniques de l'isolement. Ce sera encore cette même social-démocratie qui, sous la pression et avec les voix des parlementaires de toute la droite réactionnaire, a fait voter la loi sur l'isolement total des prisonniers politiques, qui ne pourront même plus avoir, dans certaines circonstances, de contact avec leur avocat.

La mise en place de tout cet arsenal de lois répressives permet ainsi à la social-démocratie de montrer sa fermeté. Car, s'il est un point sur lequel les Willy Brandt et les Helmut Schmidt sont sensibles, c'est bien la peur d'être accusés de ne pas être assez durs et assez fermes vis-à-vis de tout ce qui bouge ou tout ce qui est rouge. La social-démocratie ne supporte pas que la droite puisse l'accuser de faiblesse.

Mouvement de protestation dans une église contre les conditions d'incarcération du groupe Baader - Meinhof. (UPI)

Les interdictions professionnelles (Berufsverbote)

Photos et films de manifestation et de réunion, tracts, pétitions, lettres de lecteurs à des journaux, tout est répertorié, fiché et centralisé.

Tout ce matériel est utilisé par l'Office de protection de la Constitution pour mener ses enquêtes.

Les administrations et tout le secteur public font très largement appel à cet Office de protection de la Constitution avant d'embaucher ou de titulariser un travailleur.

Si le postulant à un emploi dans la fonction publique est fiché à l'Office, il est convoqué, interrogé sous toutes les coutures, et ce sera alors à lui de faire la preuve de son innocence, c'est-à-dire de sa loyauté absolue envers la Constitution. Sinon, ce sera un refus poli de l'administration qui rejettera sa demande d'emploi en invoquant mille prétextes futiles.

Ce contrôle de la « loyauté absolue » touche aussi bien les fonctionnaires, les enseignants que tous les salariés des services publics tels que ceux des chemins de fer, des postes, de la radio-télévision et du secteur sanitaire et social. Au total, un ensemble très large qui représente près de 20 % des salariés.

La généralisation des interdictions professionnelles a été légalisée par le décret sur les extrémistes de janvier 1972. Dès lors, l'Office de protection de la Constitution a tourné à plein régime ! La presse estime à 1.500 le nombre de personnes utilisées par cet Office, uniquement au niveau fédéral. A cela doit s'ajouter le personnel utilisé au niveau des Etats. Officiellement, le gouvernement reconnaît qu'entre le 1er avril 1973 et le 30 juin 1975, l'Office de protection de la Constitution a effectué 438.723 enquêtes.

Quelle que soit la couleur politique des divers Etats, la politique de répression est exactement la même. Mieux, ce sont les sociaux-démocrates qui ont commencé à prendre des mesures d'interdiction professionnelle, par le décret du Sénat de Hambourg du 23 novembre 1971.

AFFAIRE SCHLEYER :

Ce que deux militants révolutionnaires pensent de la situation

● **D. COHN-BENDIT**

« Le jeu politique des dirigeants, c'est de se servir des agissements de la Fraction Armée Rouge pour faire l'amalgame « extrême-gauche = Armée Rouge » et pour porter un coup contre toute l'extrême-gauche. Par exemple, arriver à dire que quelqu'un qui manifeste contre les centrales nucléaires est un « sympathisant », c'est-à-dire un sympathisant du terrorisme. Le terme politique à la mode aujourd'hui, c'est les « sympathisants ». Et tous ceux qui sont contre les centrales nucléaires sont des « sympathisants ». (...)

Il n'y a pas un retour au fascisme. Il n'y a pas besoin du fascisme, la social-démocratie fait bien l'affaire. C'est faux de dire qu'il y a un retour au fascisme. Il y a un certain autoritarisme. Il y a eu ces dernières semaines comme un coup d'Etat à froid. C'est-à-dire qu'il y a des lois répressives qui sont passées en trois jours. On n'avait jamais vu ça encore. »

● **UNE MILITANTE DU GROUPE « KOMMUNISTISCHE BUND »**

Ce groupe est très proche de l'OCT. A noter que, lorsque cette militante parle de « gauche », elle veut parler du mouvement révolutionnaire.

« Pour nous, la gauche aura à faire face à une situation difficile car il y a menace d'interdiction des partis maoïstes. Il faut une riposte large face aux menaces contre toute la gauche. Les actions de la RAF servent de prétexte pour l'Etat policier pour augmenter la répression mais, s'il n'y avait pas cela, l'Etat aurait trouvé d'autres prétextes.

La répression risque d'augmenter après l'affaire Schleyer. Les méthodes des flics expérimentées à Kalkar ont été reconduites le 8 octobre lors de la manifestation des maoïstes contre la menace d'interdiction de leurs organisations : le convoi des véhicules a été contrôlé. La police cherche aussi à augmenter les tracasseries matérielles à l'égard des organisations. Nous avons un procès en cours pour « atteinte à la sécurité de l'Etat » suite à la manifestation de Grohnde, simplement parce qu'un camion avait été loué au nom d'un camarade. Ce camarade risque dix ans de prison. »

IL FAUT UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE A LA CLASSE OUVRIERE

Le Parti Social-Démocrate n'est plus depuis longtemps qu'un parti bourgeois comme les autres. La seule originalité de ce parti réside dans l'appui qu'il reçoit de la bureaucratie syndicale. Mais cela ne change rien à la nature de la politique qu'il mène. La classe ouvrière allemande se retrouve sans organisation pour représenter ses intérêts fondamentaux. Pourtant la situation pose directement le problème de l'existence d'une telle organisation. Est-il possible aujourd'hui, pour des militants qui veulent s'en prendre à la droite et au patronat, de s'en remettre à une social-démocratie qui n'est qu'au service de ce patronat ? Non. Pour entamer cette œuvre, c'est un parti garant de l'indépendance politique de la classe ouvrière qui est nécessaire.

La responsabilité de l'extrême-gauche allemande est donc grande.

Sa tâche est certe rendue plus difficile par les illusions démocratiques entretenues par l'ère de relative prospérité économique qui a duré jusqu'en 1974 et, depuis 1966, par la présence au gouvernement d'hommes qui se présentaient comme susceptibles d'établir une alliance avec les travailleurs. De plus, le contre-exemple que donne l'Allemagne de l'Est éloigne les travailleurs de toute sympathie pour le communisme.

Ces éléments, indépendamment même des conséquences que l'attitude irresponsable des groupes terroristes a pu avoir, sont des obstacles bien réels à l'implantation des idées révolutionnaires.

Mais la tâche de l'heure est bien celle-là. Et elle demande que les groupes qui s'y attellent ne se laissent pas entraîner par des faux-semblants. Parce que le parti ouvrier ne pourra se construire que si des militants luttent pied à pied pour offrir des perspectives aux travailleurs, en les aidant à s'opposer aux menées des patrons et des bureaucrates syndicaux. Et cela, sur le terrain même où la classe ouvrière peut réagir, c'est-à-dire dans les entreprises.

NOTRE PROCHAIN DOSSIER :

LES CLEFS DU PCF POUR CHANGER L'ECONOMIE :

— FABRIQUER FRANÇAIS... Des profits pour les capitalistes.
— DES NATIONALISATIONS qui respectent l'économie de marché.
— UN VIII' PLAN POUR LA BOURGEOISIE.

Des recettes de ministres, pas un programme pour changer la vie.

en bref

Un rayon de soleil au Conseil des ministres

Le Conseil des ministres a écouté un rapport sur les énergies nouvelles (essentiellement solaire ou géothermique) et Giscard y est allé de sa petite déclaration sur *« La France* (qui) *doit demeurer à la pointe de la recherche d'énergies nouvelles... »*.

En fait le gouvernement, s'il entend dépenser des milliards pour le programme nucléaire déjà engagé, ne consacre que des sommes dérisoires aux autres formes d'énergie, et le bilan de ce côté-là est très faible : il est seulement question d'engager les travaux de la première station expérimentale française à énergie solaire, quelques milliers de logements sont déjà chauffés par géothermie, etc. Le ministre de l'Industrie admet lui-même que ces formes d'énergie ne représenteraient que 1 % du total énergétique français en 1985, et encore peut-on le suspecter de gonfler ce chiffre.

Mais cela ne fait rien, même si le bilan est maigrichon, il vise à faire croire que l'action gouvernementale n'est pas nulle, que des sommes « importantes » (!) sont consacrées aux énergies nouvelles.

Les élections approchent, les écologistes votent, et le gouvernement l'ignore moins que quiconque.

A.V.

Le 11 novembre ils ne feront pas le pont

On nous annonce que le gouvernement veut donner, cette année, une ampleur exceptionnelle à la commémoration du 11 novembre.

Dans ce but, il prévoit une promotion très importante dans l'ordre national de la légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la Première Guerre mondiale.

C'est grand, c'est généreux, la France giscardienne, mais sans excès. Car si l'on songe que les plus jeunes des anciens combattants de la guerre de 14-18 ont maintenant 77 ans, cela ne fera guère d'anciens combattants à décorer, même si on accordait le ruban rouge à chacun des survivants. Pas de quoi sortir l'industrie textile du marasme économique.

Par ailleurs, Giscard a demandé que *« des dispositions soient prises pour assurer une plus large participation de la population et notamment de la jeunesse à ces cérémonies »*.

Mais la population et la jeunesse ont malheureusement trop participé ! Elles ont payé un lourd tribut à la guerre impérialiste de 14-18 ou encore à celles qui ont suivi.

On commémore les boucheries passées afin de préparer les suivantes. Il faut dire : pas d'accord !

Centrale nucléaire de Cruas : l'EDF dans l'illégalité, la police protège l'EDF

Mardi 18 octobre, les gendarmes mobiles ont dispersé les manifestants qui tentaient de s'opposer à l'ouverture du chantier de la future centrale nucléaire de Cruas, dans l'Ardèche. Parmi les manifestants, il y avait le maire du village de Meysse.

Pourtant, en bonne légalité, les gendarmes mobiles auraient dû prêter main-forte aux manifestants et empêcher l'ouverture du chantier, car dans cette affaire, selon le Comité de défense qui s'est constitué, *« de tels travaux sont illégaux, le décret d'utilité publique n'ayant pas encore été rendu »*.

Mais ce n'est pas, semble-t-il, d'aussi futiles détails que le respect de la légalité qui vont arrêter ni l'EDF, ni les gendarmes...

L'EDF a tenté de se justifier en écrivant à tous les habitants que *« la centrale de Cruas jouera un rôle important pour la fourniture de courant en 1983, date à laquelle la première tranche ne pourrait être achevée si les travaux préparatoires étaient aujourd'hui différés »*.

Ben voyons ! Avec d'aussi « bonnes » raisons, on se demande même pourquoi, dans ces conditions, l'EDF demande des autorisations à qui que ce soit pour démarrer des travaux là où cela lui convient.

A.V.

Dassault n'a pas de siège éjectable

Le Conseil constitutionnel considère qu'il n'y a pas incompatibilité entre les activités professionnelles de Dassault et son mandat de député.

Car s'il est vrai que l'article 146 du code électoral interdit le cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de directeur dans une entreprise qui travaille principalement pour l'Etat, elle n'interdit pas le cumul avec le poste de propriétaire. Le tour est joué. Car M. Dassault n'est pas le directeur des usines qui portent son nom. Les lois et les règlements ne sont pas faits pour ces hommes-là qui ont mille moyens de les tourner.

Dassault avait, bien sûr, les moyens de se payer des députés à sa botte — et il en a un certain nombre qui ne savent rien lui refuser — sans l'être lui-même, comme bien d'autres gros industriels qui ne sont pas présents au Parlement ou au gouvernement et qui pourtant y font entendre leur voix bien plus que les millions de petites gens. Mais le cher vieil homme a préféré se payer le luxe d'être parlementaire. Et ce n'est pas un ridicule texte réglementaire qui pourra l'en empêcher.

Quand la « Vie Ouvrière » corrige « l'Humanité » en hausse

L'hebdomadaire de la CGT, *La Vie Ouvrière*, rapporte qu'au cours des journées du troisième âge qui se sont tenues à Lyon, Joannès Galland, secrétaire de la CGT, a posé plusieurs questions à Giscard — qui sont restées sans réponse — dont celle-ci :

« Est-il normal que 6 millions de retraités vivent avec moins de 1 500 F par mois, et quand proposerez-vous d'accorder à ces anciens salariés 80 % du SMIC revendiqué depuis avril 1977 à 2 200 F ? ».

On ne peut pas dire que ces revendications soient exagérées et qu'elles permettraient aux personnes âgées d'obtenir davantage que le strict minimum indispensable ! Pourtant, elles sont quand même supérieures à ce qui est proposé par le Parti Communiste : *« Minimum vieillessse porté à 1 200 F par mois »* (voir par exemple *l'Humanité* du 14 octobre).

Alors, que faut-il conclure ? Que la CGT trouve le Programme commun insuffisant ? Ou bien qu'elle s'apprête à demander moins à un gouvernement de gauche qu'à un gouvernement de droite ?

Grenades offensives

Le Parti Socialiste a la mémoire courte

M. Louis Mermaz, député PS de l'Isère, le département où s'étaient déroulés les violents affrontements de Creys-Malville, a posé une question orale à l'Assemblée nationale. Il a protesté contre l'utilisation des grenades offensives par la police et a signalé que Parti Socialiste et Radicaux de Gauche déposeront une proposition de loi destinée à proscrire l'utilisation de ces armes par les forces de l'ordre.

Rien de plus normal, penserez-vous sans doute, qu'une telle intervention, même si, au passage, le député de l'Isère en profite pour tenter de faire bien voir le PS par les écologistes.

Mais, ce qui l'est moins, c'est qu'il s'agit d'une belle hypocrisie. Il a fallu que ce soit le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, qui rappelle, dans sa réponse à Mermaz qu'il *« a été largement fait usage* (de ces grenades offensives) *dans le Nord en 1948 par un ministre de l'Intérieur socialiste »*.

Eh oui ! le Parti Socialiste, dans le passé, s'est tristement illustré dans la répression anti-ouvrière. Il peut bien demander démagogiquement aujourd'hui l'interdiction de l'usage par la police de tel ou tel matériel particulier, si demain la gauche au pouvoir venait à se heurter à des grèves, il n'est pas certain qu'une nouvelle fois les travailleurs n'aient à s'affronter à la police d'un ministre de l'Intérieur socialiste.

A.V.

Mitterrand-Kadar

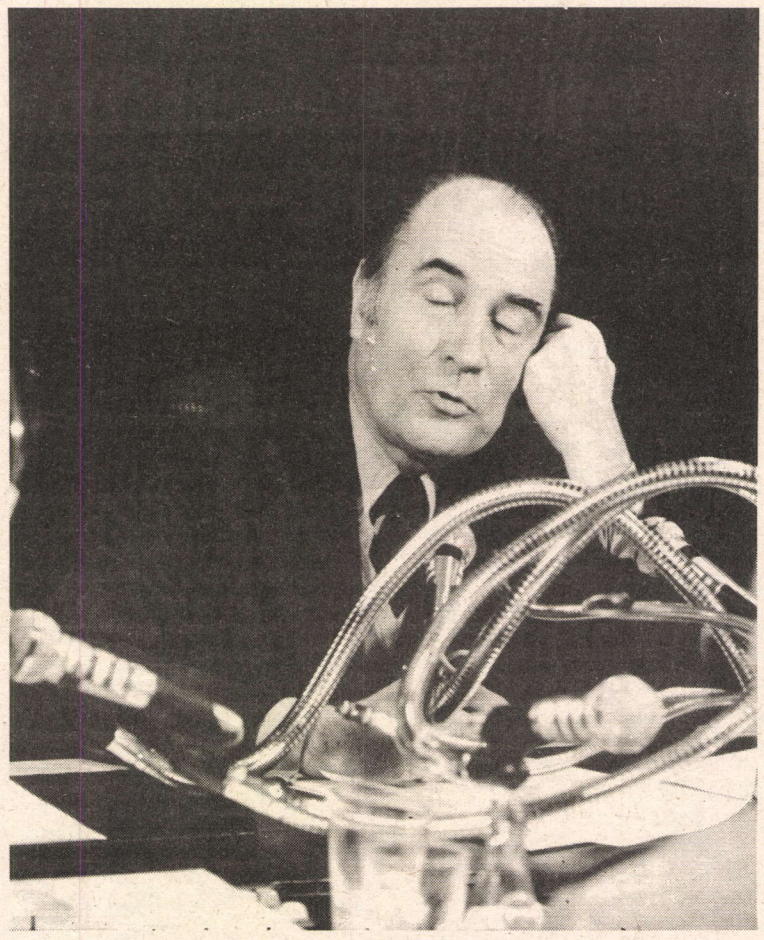
une rencontre d'anciens combattants

Dans le n° 226 de *l'Unité*, l'hebdomadaire du PS, François Mitterrand consacre sa chronique hebdomadaire à l'évocation de sa rencontre avec Kadar, en mai 1976.

Fouillant dans ses souvenirs, Mitterrand nous dit que le chef d'Etat hongrois lui aurait dit en confidence : *« Qu'y a-t-il de plus terrible dans la vie d'un homme ? Souffrir par ses amis ou par ses ennemis ? La prison sous Horthy ou la prison sous Rakosi ? La torture sous Rakosi ou la torture sous Horthy ? Le pire est de douter des siens. Horthy m'a pris ma liberté physique, Rakosi m'a pris de surcroît ma liberté morale. Mais je connais une autre épreuve : gouverner vingt ans, sachant ce que je sais »*.

On n'a guère envie de s'apitoyer devant l'étalage des souvenirs nostalgiques d'un dictateur qui établit son pouvoir sur la répression de la révolution hongroise de 1956, appuyé par l'armée de la bureaucratie russe. Mais on comprend que Mitterrand, lui, s'y intéresse. Car pour lui, Kadar n'est-il pas un confrère ? Non seulement parce que tous deux sont des hommes politiques, mais parce qu'il est aussi un confrère « en répression », si l'on peut dire. Pendant que Kadar faisait tirer sur les travailleurs hongrois, en 1956, Mitterrand participait au gouvernement de Guy Mollet qui intensifiait la guerre coloniale et qui organisait l'expédition de Suez.

Mitterrand exprime ses états d'âme par Kadar interposé, et s'interroge sur *« l'épreuve »* que constitue le fait de gouverner vingt ans. Mais que diront ceux qui les ont subis quand ils étaient au pouvoir ?



Sur qui médite Mitterrand ? Sur Kadar... ou sur lui-même.

CONCORDE A NEW-YORK

Ce n'est qu'un début... le déficit continue

La Cour suprême des Etats-Unis — la plus haute instance judiciaire américaine — vient de reconnaître à Concorde le droit d'atterrir sur l'aéroport de New York.

L'avion supersonique va enfin transporter entre Paris et New York son petit contingent d'hommes d'affaires très pressés. Et c'est d'ailleurs bien là la seule chose que cette autorisation va changer.

Car, comme l'a déclaré le président de la Chambre de commerce de Toulouse, « c'est un avion qui n'est pas rentable, et ne le sera jamais », **en conséquence de quoi** «ce n'est pas parce que Concorde atterrira à New York que sa construction redémarrera à Toulouse ».

L'Etat, c'est-à-dire le contribuable — a déjà déboursé 10 milliards de francs (nouveaux !) pour alimenter le déficit de l'opération. C'est Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux Transports qui le dit.

Et chaque nouveau voyage ajoute encore un peu au déficit. Alors Concorde à New York, c'est un peu plus d'argent qui, de la poche du contribuable, va alimenter cette supersonique pompe à sous.

Mais, pour ce qui est des voyages à New York, rien n'est encore joué : Concorde n'est encore admis que pour une période d'essai de seize mois. Et aux dires des militants américains anti-Concorde, ils sont loin d'avoir dit leur dernier mot...

J.J.L.

BERGERON FRAPPE AUX PORTES :

Il est plus facile de demander la 5e semaine de congés payés que d'engager la lutte pour la réduction du temps de travail

Bergeron a lancé une grande opération publicitaire pour son syndicat : la cinquième semaine de congés payés. C'est de cela qu'il entretient les officiels dont il va tirer les sonnettes ces temps-ci et il a pu annoncer dans sa conférence de presse du 17 octobre qu'un accord avec le CNPF pourrait intervenir là-dessus dès l'année 1978.

Evidemment, la revendication a toutes les chances d'être populaire. Même s'il s'agit d'un congé à prendre en hiver et si, pour partir, il faut en avoir les moyens, un peu de temps à soi, c'est appréciable. Il y a les petits travaux qui vous attendent à la maison et que l'on remet toujours faute de temps, les courses et les démarches difficiles à caser dans l'horaire quotidien. On n'aurait pas le temps de la voir passer, la fameuse semaine. Mais ce n'est pas cela qui va changer la vie et cela laisse intact le problème de la réduction du temps de travail.

La semaine de travail en France est une des plus longues d'Europe. Malgré le chômage, un bon nombre d'entreprises ont encore des horaires au-dessus de 40 heures. Une semaine de congé en plus, cela ne représente même pas une heure de travail en moins par semaine. Mais cela, même un Bergeron habitué à se contenter de peu n'ose pas le revendiquer ; c'est pourquoi il le présente sous la forme plus alléchante de vacances supplémentaires.

Mais finalement c'est un leurre. Ce dont les travailleurs ont avant tout besoin, c'est d'une véritable réduction du temps de travail quotidien et hebdomadaire qui leur laisse le temps de vivre. Il leur faut du temps pour se reposer de la fatigue accumulée à l'usine ou au bureau, du temps pour se retrouver avec leur famille autrement que quelques brefs instants en fin de journée, vécus dans l'énervement et la fatigue ; du temps pour vivre enfin, pour pouvoir s'intéresser à autre chose qu'à l'usine, pour se distraire et se cultiver comme ils l'entendent. Les campagnes sur la cinquième semaine ne font que masquer et nier cette revendication essentielle.

Mais pour obtenir une véritable réduction du temps de travail, il faut d'autres moyens que ceux qui sont chers à Bergeron. Son agenda est bien rempli ces jours-ci : il sera reçu le 4 novembre par Barre, le 17 novembre par Giscard. Il attend un rendez-vous de François Ceyrac. En allant ainsi respectueusement quémander, tout ce que l'on peut obtenir, c'est des « succès » de ce genre. Une revendication qui ne représente même pas 2 % d'augmentation des salaires pour le patronat, et pour les travailleurs, une tentative pour leur faire oublier leurs vrais problèmes.

Solange DUPUY.

Querelle d'avocats à Marseille :

le prix de la justice

Les avocats de Marseille sont en conflit en raison de l'initiative prise par certains d'entre eux. Un centre d'information sur le droit des personnes, le CIDEP, a été ouvert récemment dans la ville et mis à la disposition du public. On peut obtenir au CIDEP, outre des informations, une feuille de remboursement d'honoraires, grâce à laquelle on obtient le remboursement d'une partie de ses frais lorsqu'on va consulter un avocat d'accord pour participer à l'opération et ayant donné son nom à l'organisme en question. Cette innovation a soulevé un tollé chez les autres avocats qui poussent des clameurs de protestation.

Dans cette affaire, tout le monde évoque de grands principes. Les avocats en désaccord s'abritent derrière la déontologie d'une profession libérale qui ne tolère pas ce genre de publicité. Les autres mettent en avant l'intérêt du public. Celui-ci, en effet, a fait bon accueil au centre et, dix jours après son ouverture, il avait reçu trois mille cinq cents personnes. La faveur du public ne prouve pas pour autant qu'il s'agisse d'une initiative désintéressée. La grande querelle du barreau de Marseille pourrait bien être une simple lutte de concurrence pour la clientèle.

Elle a le mérite de mettre une fois de plus en lumière un des scandales de notre société. La justice est payante. Il faut débourser de l'argent pour connaître ses droits, pour les faire respecter, pour se faire « rendre justice ». Il faut payer ses défenseurs, les avocats, mais aussi, de façon indirecte, les juges, sous forme de « frais de justice ».

En fait, la justice n'existe que pour ceux qui ont les moyens de s'offrir cela.

Solange DUPUY

Belfort

DANGER ECOLE

Au CES des Résidences, à Belfort, on fait prendre des risques aux élèves. Cet établissement a en effet la « particularité » d'être séparé en deux parties, construites de chaque côté d'un boulevard à grande circulation, alors qu'il n'existe qu'un seul gymnase et un seul réfectoire pour le CES.

Les professeurs d'éducation physique doivent donc, tous les jours, faire traverser le boulevard à leurs élèves, les surveillants faisant de même pour accompagner les demi-pensionnaires au réfectoire à midi. De plus, le feu réglementant le passage-piétons est de courte durée, ce qui empêche les élèves de traverser tous ensemble le boulevard lorsqu'ils sont nombreux. Et il n'y a même pas d'agent de la circulation à ce carrefour aux heures d'entrée et de sortie des collégiens.

Faudra-t-il un accident pour que les pouvoirs publics se décident à faire quelque chose ?

Correspondant LO.

Marseille

EXCLU DU LYCEE POUR DELIT D'OPINION

Le mardi 11 octobre, un élève du lycée Sud à Marseille a affiché sur le panneau dit d' « expression libre », obtenu l'an passé, une affiche appelant à une réunion d'information de l'OCT sur la polémique PC-PS.

Ce papier a été aussitôt arraché par l'administration qui a relevé le nom de l'élève. Deux jours plus tard, les parents de celui-ci apprenaient par téléphone l'exclusion définitive de leur fils : cette décision avait été prise par la directrice seule puisqu'il n'y a pas eu de réunion du conseil de discipline.

Cette mesure a provoqué l'indignation d'une partie importante des élèves, et le jour même où la décision fut connue, toute la classe de l'élève exclu se rendit dans le bureau de la directrice. Celle-ci n'a rien voulu savoir et a confirmé sa décision en donnant des explications plus contradictoires les unes que les autres.

Dans le lycée, une pétition a été affichée et a récolté 450 signatures. Le samedi, 200 élèves ont investi le bureau de la directrice pour exiger la réintégration immédiate de l'élève.

Le lundi, une assemblée générale a eu lieu et a voté à une large majorité la grève des cours jusqu'à réintégration de l'élève. Les élèves ont le soutien de plusieurs professeurs. Ils rédigent des communiqués à la presse et convoquent des journalistes. Une nouvelle délégation n'a pu rencontrer la directrice qui, après avoir fait croire qu'elle était partie à Paris, s'est barricadée dans ses bureaux.

Pour le moment, elle n'a pas cédé, mais les élèves semblent déterminés à obtenir la réintégration sans condition de leur camarade.

Renault-Billancourt

Les négociations sont commencées... les caristes continuent

Les caristes du département 38, à Billancourt, sont en grève depuis plus de trois semaines à la suite des menaces que faisait planer sur eux la restructuration du service manutention. Ceux du 14 les ont rejoints par solidarité. La direction avait lockouté le 38 et envoyé des lettres de licenciement à plusieurs caristes.

Depuis jeudi 13 octobre, des négociations se déroulent entre syndicats et direction. Une délégation des caristes du 38 y participe. Vendredi, des caristes du 14 s'y sont joints. Les revendications sont : la garantie qu'aucun cariste ne soit déplacé de son poste, aucun licenciement, aucune sanction, paiement intégral des heures pour les travailleurs lockoutés.

La direction, dans un premier temps, annonce : « Pour les licenciements nous irons dans le sens que vous souhaitez ». **La phrase est ambiguë. Y aura-t-il des sanctions ?** « Il y en aura, il ne peut pas ne pas y en avoir, c'est très grave. Il y a, en bloquant les cars, entrave à la liberté du travail. Mais nous irons dans le sens que vous souhaitez ». **Et, s'adressant aux responsables syndicaux :** « Expliquez-le aux travailleurs ». **Sur ce, la séance est levée.**

Pour les travailleurs, une chose est claire : le travail ne reprendra que s'ils ont la garantie qu'aucune sanction ne leur sera infligée. Quelques heures après, la discussion reprend. Cette fois, pour la direction, il n'est plus question de sanctions. Elle recule. Il s'agit simplement d'une lettre les prévenant qu' « à l'avenir », **s'il y a occupation des cars, elle ne serait pas aussi** « clémente ». **Quant aux heures de grève, rien ne sera payé : dans le courant de la négociation, la direction** « verra un mode d'arrangement pour qu'il n'y ait pas de trop grosses pertes d'un seul coup ». **Pour les travailleurs lockoutés, le paiement des heures ne sera discuté qu'après la reprise du travail des caristes.**

La condition est donc la reprise du travail et le dégagement des cars.

Mais les caristes continuent la grève. Ils sont unanimes : le travail ne reprendra que lorsqu'ils auront l'assurance qu'aucune sanction ne sera prise, y compris celle dont les menace la lettre de la direction. Car ils ne sont pas dupes : ce que veut la direction, c'est qu'ils n'occupent plus leurs outils de travail, qu'ils reconnaissent que cela était « illégal » pour reprendre le propos de la lettre ; ils sont conscients que s'ils acceptaient cela, c'est leur droit de grève qui serait remis en cause. Ils continuent de plus à exiger le paiement des heures de grève et des heures des travailleurs lockoutés à 100 %.

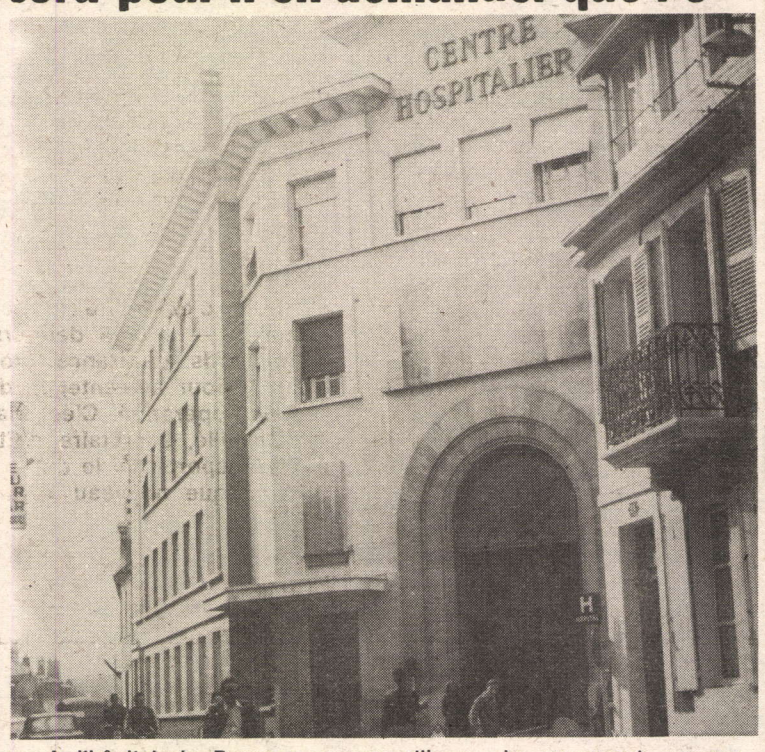
Depuis, les négociations continuent sur la restructuration du service manutention. La direction accepte de désigner quelqu'un chargé de regrouper les revendications des caristes du 38.

Aussi, mercredi 19 au soir, avant la reprise des négociations, les travailleurs sont toujours en grève. Ils attendent la suite : les discussions des heures de grève n'ont pas encore commencé.

Hôpital de Bourges

IL MANQUE 250 POSTES

Syndicats et administration d'accord pour n'en demander que 70



A l'hôpital de Bourges comme ailleurs, le personnel manque... mais on ne renouvelle pas le contrat des auxiliaires.

Les contrats de 112 auxiliaires n'ont pas été renouvelés. 112 employés ont ou vont donc quitter le centre hospitalier avant décembre.

La direction, qui reconnaît par ailleurs qu'il manque 250 postes environ, explique que ces départs sont « normaux » : ces camarades avaient été embauchés pour les remplacements des congés annuels.

Quant à nous, nous ne trouvons pas cela normal du tout : trop souvent, nous ne pouvons pas soigner les malades correctement, car nous sommes obligés de faire le travail de deux ou trois !

Mais ce ne sont pas les quelques actions timides proposées après coup par les syndicats, et surtout sans le souci d'y faire participer l'ensemble du personnel, qui pouvaient faire céder la direction.

Finalement, les syndicats ont choisi de porter le problème devant un comité technique paritaire : réunion paritaire - syndicats — (la CGT qui est majoritaire et la CFDT) — administration.

A cette réunion, l'ensemble des participants ont reconnu qu'il manquait au minimum 250 postes. Mais il serait utopique, paraît-il, de demander une telle augmentation des effectifs pour le prochain budget. Et les syndicats (moins une voix et une abstention) et l'administration se sont retrouvés d'accord pour être « raisonnables » et demander les 250 postes... en trois ans, soit environ 70 postes pour cette année.

Les syndicats ont suivi la direction en acceptant de diminuer la demande de postes. Sans consulter d'ailleurs le personnel !

Nous savons bien sûr ce que valent les propositions du comité technique paritaire, puisque l'an dernier un seul poste a été accordé sur 60 demandes par le Conseil d'administration.

Mais le rôle des syndicats ne devrait pas être d'emboîter le pas à l'administration !

Correspondant LO

Thomson-CSF (Levallois)

2700 heures supplémentaires en un mois : du travail pour 16 personnes

Au mois de septembre, la Thomson-CSF à Levallois a fait faire 2.700 heures supplémentaires. Et ce chiffre ne tient pas compte de celles faites par les intérimaires, ni de celles des secteurs qui ne touchent pas directement à la fabrication du matériel, comme les méthodes, ni de celles faites sur les chantiers qui font par contrat au moins 52 heures par semaine.

On voit toute la fumisterie du gouvernement quand il déclare avoir convaincu les patrons de créer de nouveaux emplois. Il y a plus d'un million cinq cent mille chômeurs. Certains centres de la Thomson à Dijon, Angers, Sartrouville, ont chômé plusieurs jours. 125 travailleurs du centre de Saint-Egrève et 147 du centre d'Aix-en-Provence sont licenciés. Mais dans d'autres centres, comme à Levallois, l'horaire est de 41 heures par semaine, et en plus on fait des heures supplémentaires.

Pourtant la Thomson est en expansion. Elle investit des milliards dans l'achat d'usines en Allemagne, en Egypte, elle passe des contrats de dizaines de millions avec le Mexique. Son chiffre d'affaires a augmenté de 13 % en un an (7,8 milliards), ses bénéfices passent de 78 millions en juin 1976 à 125 millions en juin 1977.

2.700 heures supplémentaires, cela représente le travail de 16 personnes à 41 heures par semaine. La diminution des horaires à 35 heures par semaine, sans perte de salaire, pour les 2.200 travailleurs de Levallois, permettrait l'embauche de 375 personnes.

Correspondant LO.

Au Guilvinec (Sud-Finistère)

Les conditions de travail d'un marin-pêcheur

Les marins-pêcheurs sont environ 28.000 dans toute la France. Il y en a de moins en moins. C'est un dur métier. Le produit de leur pêche leur est souvent acheté à bas prix, pourtant, dans les villes, il est vendu cher. Où passe la différence ? Qu'en est-il des conditions de vie et de travail de ces travailleurs de la mer ?

Marins-pêcheurs remettant les filets en état.

Au Guilvinec, dans le Sud-Finistère, un marin-pêcheur nous a parlé de son métier :

« — Sur quel bateau travailles-tu ?

— Nous sommes six sur un bateau qui pêche la langoustine au large des côtes d'Irlande. 15 jours en mer, 3 sur terre. Ça fait long, et c'est une drôle de vie. C'est difficile d'avoir une vie de famille.

— Comment se passe une journée à bord ?

— On commence à 4 heures du matin, et les traits sont de 3 heures. C'est-à-dire que nous envoyons le chalut et le remontons au bout de 3 heures. Entre temps, il faut trier les langoustines. On ne se repose pratiquement pas.

— Comment s'effectue le partage de la pêche ?

— On divise le produit de la pêche en 12 parts, 6 pour le patron, et une pour chacun d'entre nous. Il faut aussi payer les taxes qui représentent 10 % de chaque marée.

La vente se passe aux enchères. A la dernière marée, les langoustines ont été achetées 16 F les petites et 27 F les grosses. A Paris, les grosses sont vendues entre 70 et 80 F le kilo. Tu vois qu'il y a des profiteurs qui s'en mettent plein les poches. Je vais te donner un autre exemple qui s'est passé il y a quelques années, mais qui m'a vraiment révolté. On nous a acheté la daurade à 0,80 F le kilo à 8 h, et à 10 h, elle était vendue 8 F dans la même ville. On peut vraiment dire qu'on travaille pour que les mareyeurs et les grossistes s'enrichissent. A nous, il ne nous reste pas lourd, et à l'autre bout, vous achetez le poisson très cher. Ce sont les intermédiaires qu'il faudrait supprimer.

C'est un métier très dur. On est dépendant de tout un tas de choses. Si le temps est trop mauvais, on ne sort pas et on ne gagne rien. On ne connaît pas les fêtes, et, quelquefois, on compte sur les jours de trop gros temps pour se reposer un peu, même si on perd de l'argent.

Sans parler des accidents qui se produisent fréquemment. Ils sont dus bien sûr au gros temps, mais aussi de plus en plus au passage des cargos, qui ne font pas attention, et peuvent envoyer nos bateaux de pêche au fond. C'est comme ça que j'ai perdu un de mes copains.

On ne s'imagine pas toujours ce qu'est le métier de marin-pêcheur. On n'est pas des ouvriers, mais au fond nos problèmes sont les mêmes. On travaille pour les autres. »

BUREAUX MICHELIN

(Clermont-Ferrand)

Un pique-nique pas ordinaire

Le 27 septembre dernier, il y avait un petit air de fête, entre 12 h 30 et 13 h 30, dans le square situé devant l'usine des Carmes. Les syndicats CGT et CFDT invitaient horaires et mensue's pratiquant un horaire en deux fois (environ 10.000 personnes), à un « casse-croûte revendicatif ». Objectif : exiger de la direction une participation aux frais des repas sous forme de chèques-restaurant.

Pour manger correctement, il faut compter au minimum 13,50 F par jour ; sinon, il reste le choix de courir manger chez soi ou de prendre un sandwich sur place, dans les voitures ou les cafés.

Une motion a été proposée à la signature des quelque 300 personnes présentes au casse-croûte ; beaucoup en ont amené un exemplaire dans leur atelier ou bureau ; elle recueillait près de 900 signatures. La direction a déjà répondu « NON » à la revendication, osant prétendre qu'elle préfère privilégier les salaires à toute forme de « salaire différé ».

Quel culot !

Mais la télévision régionale et le journal **La Montagne** ont dit quelques mots de cette action. Et ceux qui ont participé à cette action — où on a vu beaucoup plus de mensuels que d'habitude — ont le sentiment d'avoir au moins marqué le coup.

Le pique-nique revendicatif place des Carmes.

Quand Citroën respecte la loi !

Les années précédentes. Citroën embauchait directement les jeunes professionnels qui sortaient de ses écoles à la fin de l'année scolaire.

Mais cette année, cela s'est passé autrement. A l'issue de leur scolarité, les jeunes ouvriers des écoles Citroën n'ont pas été embauchés et ont dû s'inscrire au chômage.

A la rentrée des vacances, début septembre, Citroën les embauchait. Mais comme depuis la sortie de l'école ils étaient devenus de jeunes chômeurs, Citroën bénéficie ainsi des lois d'août 1977. Citroën est donc exonéré du paiement des charges sociales jusqu'à la fin juin 1978 et des charges sociales patronales pendant deux ans. Il gagne ainsi de l'ordre de 50 % du salaire des ouvriers embauchés.

...et quand il ne la respecte pas

A AULNAY : LA DIRECTION TENTE DE LICENCIER UN DÉLÉGUÉ

A Citroën Aulnay, la direction essaie de se débarrasser d'un nouveau délégué CGT. Au mois de juillet, ce travailleur était agressé alors que l'atelier dans lequel il travaillait était désert. Il n'a pas été possible de prouver que c'est la direction qui l'avait fait agresser. En tout cas, elle en a immédiatement profité en le mettant à pied.

Puis la direction mettait en route une procédure de licenciement. Le motif invoqué : il aurait frappé son chef et son contremaître. Depuis, le Comité d'établissement composé quasi exclusivement de délégués CFT était consulté et votait son licenciement. L'Inspection du travail, à qui la décision revient, a, après enquête, ordonné la réintégration et obligé Citroën à payer les jours de mise à pied.

Mais la direction n'entend pas en rester là, puisqu'à la dernière réunion du Comité d'établissement, la CFT a déclaré qu'elle décidait de faire appel auprès du ministère du Travail pour faire respecter son vote de licenciement.

Ainsi, rien n'est encore réglé et si ce travailleur a dû être réintégré, la direction cherche toujours à s'en débarrasser !

GUILLEMAIN (VIERZON)

La lutte a payé

Guillemain est une petite entreprise de vente de pièces détachées pour automobiles qui emploie 48 personnes dans trois magasins à Vierzon, Bourges et Saint-Amand. Jusqu'à maintenant, le climat y était plutôt paternaliste, malgré les problèmes réels (bas salaires, mauvaises conditions de travail).

C'est à la suite de la réunion du CE du 30 septembre, au cours de laquelle le patron refusa en bloc les revendications syndicales, que le mécontentement commença à se faire jour. Une pétition demandant 200 F pour tous, le treizième mois et une amélioration des conditions de travail (installation d'un monte-charges et d'un système d'aération pour l'atelier de peinture) est largement signée la semaine suivante dans les trois magasins. Le jeudi 6, devant le succès de la pétition, le patron accorde 100 F pour tous, ce qui est jugé insuffisant par le personnel, qui décide la grève. Le lendemain, après une journée de grève, Guillemain accepte, pour les salaires inférieurs à 3.000 F, et 100 F pour les autres. Mais rien sur les autres revendications. La grève continue et les travailleurs ajoutent l'échelle mobile à leurs revendications.

Finalement, le mercredi suivant, la détermination du personnel a raison du patron qui accorde : 200 F pour les salaires inférieurs à 3.000 F et 100 F pour les autres, rattrapage du pouvoir d'achat tous les 3 mois en faisant la moyenne des indices de l'INSEE et des organisations syndicales CGT, CFDT et FO, 200 F de plus sur la prime de fin d'année de 1977 et 2.000 F pour l'an prochain, satisfaction des revendications sur les conditions de travail. Mais au moins autant que les revendications, ce qui restera pour les travailleurs, c'est le fait de s'être découverts, d'avoir noué d'autres rapports entre eux, d'avoir rompu leur isolement. C'est d'avoir découvert que, tous ensemble, ils sont une force capable de faire céder le patron.

Correspondant LO.

DES CONTRATS A LA PETITE SEMAINE

La Sopad emploie beaucoup d'intérimaires, mais pour limiter ses frais, elle a trouvé une nouvelle combine. D'abord elle propose un contrat temporaire de trois ou six mois, puis au cours du mois d'essai, elle licencie le travailleur concerné sous un quelconque prétexte.

Les contrats temporaires, comme le travail intérimaire vont déjà à l'encontre des droits des travailleurs. Jusqu'où la Sopad ira-t-elle si nous la laissons faire, car elle ne manque pas d'idée pour bafouer nos droits ?

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** Sopad Maggi.

SECURITE SOCIALE

(Bourges)

Il n'y a pas de petites économies

Jeudi 6 octobre, la direction faisait passer une petite note manuscrite aux Prestations, indiquant que le remboursement des frais d'hôtel et de restaurant aux assurés qui avaient dû se déplacer pour recevoir des soins était augmenté depuis le 1er mai !

Comme les assurés n'ont pas été avertis du changement de tarif, probablement aucun ne réclamera un rappel... et l'administration se gardera bien de les avertir.

Ainsi la Sécurité sociale aura-t-elle, pendant cinq mois, spolié les assurés en question.

Ce genre de pratique est courant. Il en avait été de même dans le passé pour le remboursement de l'optique et des soins dentaires.

Par contre, lorsque la situation est inverse, c'est-à-dire lorsque par hasard la Sécurité sociale a versé des prestations en trop à un assuré, la procédure contentieuse est immédiatement mise en branle : lettre d'indû expédiée en recommandé, menace de poursuites devant les tribunaux. Et bien souvent, aucun arrangement pour les modalités du remboursement n'est proposé.

Correspondant LO.

CASE (VIERZON)

Ras-le-bol à la cisaille

Depuis le 4 octobre, les cisailleurs de la Case sont en grève totale. Ils sont partis sur un ras-le-bol unanime. Ce secteur est en effet renommé pour ses conditions pénibles de travail. En effet manipuler 25 tonnes de tôles est plus qu'épuisant à la fin de la journée. Ces camarades réclament un allongement du temps de préparation et du temps de repos et 200 F en prime de pénibilité. La Case pourrait bien céder aux revendications des cisailleurs, qui ne seraient qu'une goutte d'eau prise dans les profits qu'elle accumule sur notre dos, car les affaires marchent bien. Elle a récemment acheté Poclain. Mais elle en a décidé autrement, en faisant faire des pièces en sous-traitance, en tentant de nous dresser les uns contre les autres.

La direction veut montrer à tous que c'est elle qui décide des augmentations, quand elle le veut et comme elle le veut. Pour le moment les cisailleurs tiennent bon et essaient de faire connaître leur mouvement à la population.

Rien ne dit que la direction aura le dernier mot.

Correspondant LO.

La sidérurgie lorraine un an après le dernier plan de sauvetage

Les patrons ont reçu des milliards les travailleurs paient la note

Il y a un an, les patrons de la sidérurgie faisaient connaître, par le journal le Républicain lorrain, **leur intention de supprimer 20.000 emplois, dont 14.000 en Lorraine. Dressant un tableau catastrophique de la situation de la sidérurgie, ils présentaient cette mesure comme une nécessité :** « La crise a touché de plein fouet la sidérurgie, qui a vu dans certains secteurs son activité réduite de 40 %. La situation financière est devenue catastrophique ».

En fait, sous prétexte de faire face à la crise, il s'agissait plutôt d'en profiter pour procéder à une restructuration, diminuer les coûts de production et rendre l'acier français plus compétitif sur le marché mondial.

Les vieilles installations, comme l'aciérie de Rombas ou le train à fil de Knutange, devaient être fermées, tandis qu'un plan d'investissement de douze milliards était mis sur pied pour permettre la construction d'unités plus modernes, telles qu'une aciérie à coulée continue à Sollac-Sérémange. Et tout cela en faisant appel bien sûr aux subventions de l'Etat, qui s'empressait d'ailleurs de voler une fois de plus au secours des maîtres de forges.

Quant aux travailleurs, ce plan de restructuration s'est traduit pour eux par une vague de licenciements et le blocage de l'embauche pour les jeunes — dans une région où il est impossible de trouver du travail ailleurs que dans la sidérurgie, puisque les petites entreprises elles-mêmes ont subi le contrecoup et ont vu leurs commandes baisser. Et, pour ceux qui restent, c'est l'exploitation accrue, les cadences, pour une paye réduite par le chômage partiel. Car, s'il y a moins de bras, la production continue à sortir et ce plan de restructuration n'est rien d'autre qu'un plan contre les travailleurs.

Manifestation contre la fermeture de l'usine Usinor à Thionville le 14 avril 1977. (AFP)

Suppressions d'emploi licenciements

Au départ, les patrons de la sidérurgie insistaient sur le fait qu'il s'agissait de simples « suppressions d'emplois » et que la plupart se feraient sous forme de pré-retraites ou de départs naturels.

Mais, dès le premier avril, Usinor annonçait la fermeture de ses installations à Thionville, qui devait entraîner la suppression de 3.000 emplois d'ici la fin de l'année.

Un certain nombre de travailleurs se sont vu proposer une mutation à Longwy ou à Fos-sur-Mer, ou même aux Houillères à Merlebach. Et, pour régler le problème de façon plus expéditive, tout travailleur ayant refusé deux offres d'embauche était licencié sur-le-champ, de même que tous ceux qui n'avaient « aucune attache familiale dans le bassin », c'est-à-dire bien sûr tous les émigrés célibataires.

A la Chiers également, sur 1.132 suppression d'emplois, 350 ont été obtenues par le licenciement de travailleurs émigrés.

A Sacilor-Sollac, où 9.000 suppressions d'emplois étaient prévues au total, la direction a annoncé le 3 août 2.500 licenciements pour le premier trimestre 1978.

Pour se débarrasser des travailleurs et supprimer des emplois, tous les moyens sont bons. A Sacilor-Gandrange, en plus du million offert à tous les travailleurs immigrés qui s'engagent à ne plus revenir, des affiches alléchantes ont fleuri partout dans l'usine: « *On embauche à Citroën* », etc. On a même vu des offres d'emploi pour le Cameroun !

Restructuration surcroît de travail

Faire tourner la production avec le minimum d'effectifs et disposer à n'importe quel moment, à n'importe quel endroit de chaque travailleur, tel est le sens de la plupart des mesures de restructuration.

A POMPEY :

Tout le service Entretien doit être réorganisé et, au lieu d'être rattachés à un secteur bien précis, les mécaniciens-ajusteurs seront envoyés dans tous les coins de l'usine, ce qui permettra de les utiliser au maximum.

Chaque suppression d'emploi se traduit par un travail accru pour les camarades du secteur : les pontiers doivent conduire plusieurs ponts, le marqueur devra faire en plus le travail de l'homme de chute, l'enfourneur celui de l'accrocheur, etc.

Et ce n'est pas fini, car la maîtrise continue à faire des études de postes pour employer chacun au maximum de son rendement et arriver aux 600 suppressions d'emplois prévues.

A SACILOR :

Le chômage partiel a été institué depuis deux ans. Le principe en est simple ; faire sortir la production en moins de temps, pour pouvoir retirer à chaque travailleur 300 à 400 F sur son salaire. En plus de cela, pour faire des économies de main-d'œuvre et avoir chaque jour le nombre d'ouvriers correspondant exactement au planning de production, la direction a essayé d'imposer à Gandrange que les journées de chômage soient prises par les travailleurs sur leurs congés payés. Au moment de partir, certains travailleurs s'entendaient dire par leur chef : **« Toi, tu ne viens pas demain. Tu es en congés payés ».** Quelques-uns, pris de court, ont accepté au départ. Mais, très vite, la maîtrise a dû reculer devant l'opposition que soulevaient ces pratiques.

Comment on fait régner l'inquiétude au Gros Train de Gandrange

A Sacilor, au Gros Train de Gandrange, tous les travailleurs de moins de 35 ans ont reçu une lettre proposant d'aller travailler à la Solmer de Fos. La maîtrise l'a distribuée de la main à la main, sans donner d'explication, pour susciter l'inquiétude chez les travailleurs. Toutes sortes de questions étaient posées de groupe en groupe : « *Qui va accepter ? Le fait de refuser cette proposition ne va-t-il pas entraîner un licenciement automatique à la deuxième offre rejetée, comme à Usinor? Que cache cette manœuvre ?* » En fait, il semble que la direction veut avant tout faire régner l'inquiétude dans l'usine.

Dans toute l'usine de Gandrange-Rombas, tous les travailleurs ont été convoqués individuellement dans les bureaux de la maîtrise et on dû subir un interrogatoire en règle : « *Votre femme travaille-t-elle ? Quel âge ont vos enfants ? Bénéficiez-vous d'une pension ou d'une rente ?* »

A Pompey, la direction cherche à écœurer des travailleurs en les mutant dans tous les coins de l'usine, sur des chantiers où ils travaillent dans la graisse, l'eau ou la crasse. Beaucoup se retrouvent sur un poste qui ne correspond pas à leur qualification et, si la paye est garantie pendant les premiers mois, tous savent qu'à la longue les mutations se solderont par une baisse de salaire.

La politique des syndicats et des partis de gauche : attendre 1978

Depuis un an, malgré toute l'inquiétude et la colère que soulève le plan des patrons, du côté des travailleurs, c'est plutôt l'attentisme. A part quelques débrayages qui ont éclaté ici ou là, à part quelques manifestations spectaculaires organisées par les syndicats, telles que la descente massive à Paris le 19 avril 1977, jour des débats à l'Assemblée, on peut dire qu'il ne s'est rien passé. Et c'est parce que les patrons ne trouvent en face d'eux aucune résistance qu'ils se permettent d'aller si loin et d'appliquer méthodiquement leur plan de suppression d'emplois.

Parmi les raisons de cet attentisme, il y a les illusions que suscitent le PCF et les syndicats sur les élections de 1978 et la nationalisation de la sidérurgie qui pourrait en sortir. En janvier, le PCF a organisé un référendum dans chaque usine : « Etes-vous pour ou contre la nationalisation ? ». **Et plus récemment, dans une brochure intitulée** Que choisir ?, **la section du Parti Communiste de Gandrange-Rombas expose les avantages de la nationalisation par rapport à la prise de participation telle que le propose le Parti Socialiste :** « A partir du moment où les moyens économiques passent entre les mains de la collectivité nationale, il sera possible de satisfaire les revendications : augmentation des salaires, 33 h 36 pour les travailleurs en feux continus avec la mise sur pied d'une cinquième équipe, 40 heures pour les autres ». **Par quel miracle ces revendications seront-elles satisfaites alors qu'aujourd'hui, dans des entreprises nationalisées comme la SNCF, c'est tout le contraire qui se passe : on assiste aux mêmes réductions d'effectifs que dans le privé ? Cela, bien sûr, le PCF ne l'explique pas.**

Mais ce genre d'illusions est tenace. Puisqu'on fait croire que cela se fera tout seul sans doute, en mars 1978, pourquoi se battre aujourd'hui ? Avec une telle politique, le Parti Communiste ne court pas le risque de mobiliser les travailleurs !

Un passage en 2 X 8 sans avantages

De nombreux secteurs qui travaillaient en 4x8 (c'est-à-dire en feux continus) sont passés en 2x8. Si ce système présente des avantages tels que le fait de ne pas travailler la nuit ni les week-ends, il représente une baisse de salaire pouvant aller jusqu'à 800 ou 900 F par mois. La direction présentait ces mesures comme une nécessité : c'était cela, ou des licenciements dans le secteur...

Mais les travailleurs à qui on a imposé ce système n'ont même pas pu vraiment profiter de ses avantages, puisque la direction les fait revenir n'importe quand, pendant le week-end, au gré de la production !

A Pompey, les pontonniers et les chauffeurs du BLD, qui doivent passer de 4x8 en 3x8, devront venir travailler le dimanche de 12 heures à 20 heures pour faire chauffer les billettes, changer les cylindres, etc., afin que tout soit prêt pour le lundi matin.

A Sacilor-Gandrange, les travailleurs de l'entretien, passés en 2x8 depuis juillet, doivent venir certains samedis après-midi. Un débrayage qui a eu lieu au Gros Train de Gandrange montre le mécontentement qui règne à l'entretien.

LIVRES LIVRES LIVR

L'armée de la France démocratique

DE JEAN MARRANE

Jean Marrane, dans L'armée de la France démocratique **ne nous révèle pas de positions qui n'aient été, à un moment ou l'autre, exprimées dans la presse du PCF, il ne fait que rassembler pesamment dans une brochure de 200 pages les positions du PCF sur l'armée.**

L'ouvrage s'adresse avant tout à ceux que le PCF voudrait convaincre que sa venue éventuelle au gouvernement ne pourrait pas faire de mal à l'institution militaire à laquelle tient tant la bourgeoisie.

Jean Marrane est de ce point de vue-là convaincant. Nous ne doutons pas de sa sincérité lorsqu'il dit que le PCF ne veut pas casser l'armée, « mais donner à la nation l'armée dont elle a besoin ». **Point n'était besoin pour cela de recourir aussi souvent qu'il le fait dans son livre à la conjuration incantatoire contre les gauchistes** « casseurs d'armée » **dont il n'en finit pas de se démarquer. Point n'était besoin non plus de rejeter aux orties les « bévues » du PCF à ses débuts, dont l'antimilitarisme est taxé d'infantilisme. L'évocation du rôle patriotique du PCF pendant la guerre et la Résistance, celle de ces ministres anciens combattants, de l'Air, de l'Armement, de la Défense nationale, après la Libération, y aurait suffi.**

Mais Jean Marrane va bien au-delà. Il revendique pour le PCF le rôle de défenseur intransigeant de l'institution militaire. Il réclame plus d'équipements et traite le gouvernement actuel de bradeur de l'armée ; il faut, dit-il, plus de chars AMX, plus de camions, de l'équipement avec un fusil d'assaut français (le « Clairon », comme ça sonne bien !), plus d'avions de combats et le renouvellement des navires de guerre, et bien entendu plus de matériel nucléaire.

Jean Marrane va jusqu'à reprendre aux militaires le terme de « clochardisation » de l'armée. Il va jusqu'à reprocher au gouvernement d'avoir décidé de retarder la construction du sixième sous-marin nucléaire lance-engins.

Qui va payer tout cela ? Marrane ne le dit pas dans son livre. Mais le PCF a répondu à cette question en indiquant qu'il n'était pas question de diminuer le budget militaire de la France, et en réclamant 3 milliards supplémentaires par rapport au budget 1977.

Un livre édifiant parce qu'il montre sans fard un des aspects de la politique que le PCF s'apprête à mener au gouvernement, si on lui donne des postes. C'est là son seul mérite.

Louis GUILBERT

L'armée de la France démocratique, de Jean Marrane - Ed. Sociales - 20 F.

Chirac ou la fringale du pouvoir

DE HENRI DELIGNY

L'auteur passe au crible la carrière de Chirac, depuis son enfance et sa sortie de l'ENA, en passant par les places de secrétaire d'Etat, ministre et Premier ministre, jusqu'à son poste actuel de président du RPR. On y voit l'itinéraire d'un ambitieux qui a réussi, d'un intriguant qui s'est « poussé » jusqu'aux sommets.

Le livre n'examine évidemment les choses que par le petit bout de la lorgnette. Il ne se pose pas le problème de savoir quels intérêts sociaux sert Chirac, ou ses concurrents politiques. Car, même si Chirac a davantage de culot, moins de scrupules, plus de « savoir faire » que d'autres, il n'est guère différent sur le fond.

L'arrivisme ouvert de Chirac en fait simplement un symbole un peu plus parlant de la société et des intérêts qu'il sert.

La « fringale du pouvoir » de Chirac ou l'influence de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, les éminences grises du gaullisme, ne sont finalement que des aspects secondaires de sa carrière.

Cela dit, l'histoire de Chirac que retrace ce livre n'est pas sans intérêt. On y voit Chirac faisant son apprentissage du métier de député, en commençant par choisir minutieusement sa circonscription, distribuant poignées de main et subventions dans le fief qu'il se taille en Corrèze, grâce à ses postes successifs auprès de Pompidou. On le voit « se placer » dans les divers clans qui déchirent la majorité. On pénètre dans les ministères, où certains secrétaires d'Etat sont des espions du Premier ministre, d'autres ceux du président... Et à travers tout cela monte peu à peu au firmament l'étoile politique de Chirac.

Le livre d'Henri Deligny examine la politique menée en France depuis quinze ans sous l'angle sordide de ces rivalités entre barons et jeunes loups, de ces luttes pour s'emparer de « la mangeoire ». Cela tranche évidemment sur les beaux discours et les mots ronflants, comme se plaît à le souligner l'auteur, et il n'est pas mauvais qu'un tel livre permette de jeter un coup d'œil sur le panier de crabes de la majorité.

Gaston DEVEAU

Chirac, ou la fringale du pouvoir *d'Henri Deligny - Ed. Alain Moreau - 46 F.*

Les socialistes

DE THIERRY PFISTER

Si l'on en croit le sous-titre de son livre, Thierry Pfister, journaliste politique au *Monde,* plus spécialement chargé des problèmes de la gauche, invite le lecteur à découvrir avec lui « *Les secrets de famille, les rites, le code et les hommes du premier parti de France* ». Mais s'il n'est peut-être pas membre de ladite famille, Pfister s'en sent suffisamment proche pour ne pas en donner au dehors une image vraiment critique.

Dans la première partie, consacrée au fonctionnement des différentes instances du parti, il s'attache certes à montrer comment, derrière la façade des statuts, c'est François Mittterrand qui dirige personnellement un Parti Socialiste dont il a fait sa chose, choisissant personnellement tous les membres du secrétariat national, engageant — comme tout bon P-DG qui se respecte — un conseil en organisation afin de rationaliser les structures du parti. Mais ce ne serait certainement pas Mittterrand qui serait fâché complaisant à son égard — tendant à prouver que l'agitation des par ce récit — par ailleurs fort jeunes loups du CERES n'a, en fin de compte, aucune influence sur la ligne politique du Parti Socialiste.

Quant à la seconde partie, qui se présente comme une succession de courtes biographies de 139 cadres du Parti Socialiste, si elle peut séduire les amateurs de potins politiques (qui y apprennent, par exemple, que l'actuel président du groupe socialiste au Sénat, Champeix, fut l'un de ceux qui vota la levée de l'immunité parlementaire de Mitterrand, en 1959, après l'affaire de l'Observatoire), elle est pour le moins sujette à caution par son contenu même, car Pfister a le sens de la formule qui camoufle la réalité. C'est ainsi que le ralliement de Rocard à la candidature Mitterrand en 1974 est présenté en ces termes : « *Au cours de la campagne présidentielle de 1974, il* (Rocard) *apprend à connaître François Mitterrand et travaille pour lui* ». Et c'est ainsi que tout ce que le lecteur apprendra du rôle joué par Miterrand, en tant que ministre de la IV[e] République, dans la répression et les guerres coloniales, c'est que, « *ministre d'Etat dans le cabinet Laniel (1953), il démissionna en raison de son désaccord sur la politique coloniale qu'il voulait voir s'orienter dans un sens plus libéral* ». Pfister, journaliste politique (qui, il est vrai, se contente de citer là le dictionnaire Robert), n'aurait-il jamais entendu parler — entre autres choses — de déclarations du genre « *L'Algérie, c'est la France* », ou « *La seule négociation, c'est la guerre* » ?

La succession de ces biographies de dirigeants permet certes de voir que la direction du Parti Socialiste compte plus de rejetons de la bourgeoisie que de travailleurs, et plus d'anciens élèves de l'ENA, que d'anciens syndicalistes. Mais cela non plus n'est pas contradictoire avec l'image que le Parti Socialiste entend donner de lui-même. Et par ce qu'il dit de vrai comme par ce qu'il cache soigneusement, sous une apparence d'esprit frondeur et indiscret, Thierry Pfister ne fait qu'apporter sa contribution à la mystification politique que constitue la légende d'un « nouveau » Parti Socialiste, dont la démarche se serait « moralisée » pour reprendre l'expression de Pfister.

Un livre roublard, qui n'aide en rien à comprendre ce qu'est le Parti Socialiste.

Pierre VERNANT

Les Socialistes *de Thierry Pfister - Ed. Albin Michel - 212 p. - 39 F.*

expositions. expositions

GUSTAVE COURBET

Cent trente toiles de Courbet sont rassemblées au Grand Palais, à l'occasion du centenaire de la mort de ce peintre. Cette exposition permet de bien comprendre l'évolution et la personnalité de Courbet, qui fut le peintre le plus critiqué, le plus injurié de son époque pour ses œuvres et pour ses idées.

Révolté contre « l'art officiel », il est le chef de file de ceux qu'on appelle à l'époque les « réalistes ». Les bourgeois du Second Empire qui fréquentent les salons de peinture, raffolent des scènes mi-mythologiques, mi-érotiques, les scènes guerrières vantant l'héroïsme, les sentiments « nobles », les portraits qui les rendent beaux et dignes, ou les scènes aux atmosphères feutrées. Ils aiment les peintures bien patinées, bien vernies, les clairs-obscurs suggestifs. Courbet, lui, veut peindre le « vrai ». Il ne veut pas peindre des portraits mondains solennels, enjolivés, mais les visages des bourgeois, des curés, des riches, des notables, comme il les voit, pas du tout sympathiques, dans des pauses et avec des expressions qui les caractérisent. Mais en plus, comble de l'horreur, il peint des travailleurs, des paysans comme ils sont, pas toujours beaux, souvent fatigués, et en plus, ils sont le sujet d'immenses toiles pour eux tout seuls !

Cette façon de peindre la réalité trop crûment, et cette importance qu'il donne aux petites gens, offusquent les bourgeois et leurs critiques. « C'est de la peinture de démocrates, de ces gens qui ne changent pas de linge et qui veulent s'imposer aux gens du monde ». Voilà ce qu'en dit le directeur des Beaux Arts de l'époque, qui lui reproche aussi bien sûr de ne pas savoir peindre. Car la technique de Courbet, fougueuse, vivante, avec ses coups de brosse larges et souvent visibles et sa façon d'utiliser les couleurs claires (qui va ouvrir la voie aux Impressionnistes) ne ressemble en rien à celle bien fignolée, bien « léchée » des peintres à la mode.

Ce qui fait que ses tableaux de personnages, comme ses portraits, comme ses natures mortes ou ses paysages sont décriés et écartés systématiquement des expositions officielles. Courbet ne change en rien pour autant sa façon de peindre. Ce sont les amateurs d'art qui finiront par s'adapter à sa peinture.

Bien sûr certaines de ses toiles peuvent maintenant nous paraître un peu pompeuses, un peu grandiloquentes, ou vieillies comme certains paysages de mer ou de neige. Mais nombreuses encore sont celles qui peuvent susciter notre admiration, comme ses portraits, ses natures mortes, ses bouquets et certains de ses paysages.

Il n'y a pas que dans son art que Courbet a fait preuve d'un certain courage personnel, digne de sympathie. Courbet n'a pas eu peur d'affronter les critiques des bourgeois en ce qui concerne sa peinture, mais il n'a pas eu peur non plus d'afficher ses idées au grand jour. Ami de Proudhon, de Vallès, du chanteur Jean-Baptiste Clément, il est élu pendant la Commune de Paris délégué aux Beaux-Arts et chargé de la protection des musées. Arrêté en juin, il est accusé d'avoir provoqué la démolition de la colonne Vendôme et condamné à six mois de prison.. Il en sort malade et doit partir en exil (pour ne pas payer les frais de reconstruction de la colonne Vendôme). Il meurt quelques années plus tard dans la misère.

Un tableau de Courbet : le casseur de pierres.

Autant de raisons supplémentaires de connaître le personnage Courbet et de s'intéresser à sa peinture.

Jeanne LOUVAIN

Au Grand Palais - Tous les jours de 10 h à 20 h sauf le mardi - Jusqu'à 22 h le mercredi. Entrée 8 F, 5 F le samedi - Jusqu'au 2 janvier.

LIVRES

Rééditions en format de poche :

« Ainsi soit-elle »

DE BENOITE GROULT

Le livre de Poche vient de rééditer **Ainsi soit-elle,** sorti en 1975. Dans ce court livre, Benoîte Groult, écrivain, professeur, mais avant tout femme, dénonce avec virulence et talent la condition qui fut faite aux femmes par des sociétés qui, au fil des siècles, étaient marquées par la suprématie masculine. Féministe, proche de Mitterrand, Benoîte Groult dit leurs quatre vérités aux hommes qui ou bien considèrent la femme comme un objet, ou au mieux la considèrent comme la mère, l'épouse, la cuisinière, l'amante, mais surtout pas comme un être égal. **Ainsi soit-elle** est un livre chaleureux qui se lit d'une traite, en même temps qu'un réquisitoire contre la misogynie secrétée par la société et qu'un appel aux femmes pour qu'elles luttent pour imposer la place à laquelle elles ont droit, toute cette place. A lire et à faire lire aux femmes... et aux hommes.

G.F.

Ainsi soit-elle **de Benoîte Groult - Collection « Livre de Poche » - 7 F.**

« Les frères de Soledad »

DE GEORGES JACKSON

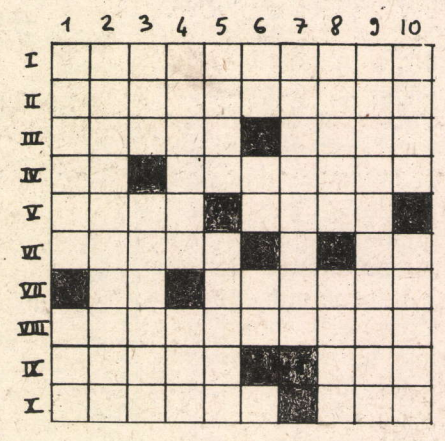
Publié en 1971, **Les frères de Soledad** est réédité par la collection Folio. Ce livre est composé de lettres écrites par Georges Jackson de 1964 à 1970 à ses parents, à son avocat et à Angela Davis. Arrêté en 1960 pour complicité de vol, Jackson, jeune Noir de 18 ans, fut condamné à une peine de « minimum un an-maximum à vie », ce qui le laissa pieds et poings liés face à une administration pénitentiaire qui jouait avec sa liberté et sa vie. Jackson ne sortit pas de prison : en 1971, après avoir purgé une peine de onze ans pour un délit mineur, il fut abattu par un gardien, « au cours d'une évasion », prétendit la version officielle. Mais personne n'est dupe. Jackson, comme tant d'autres prisonniers américains, est mort assassiné par des gardiens racistes, qui ne lui pardonnaient pas de ne pas avoir abdiqué sa dignité humaine en prison, d'être resté un homme malgré les brimades, les humiliations et la haine des gardiens envers tout Noir. En prison, il a lu, étudié, pris conscience que le fait d'être Noir était un crime dans la société américaine et il s'est engagé dans le mouvement noir, avec d'autres hommes, prisonniers ou ex-prisonniers, comme Eldridge Cleaver, militant des Black Panthers. Les lettres que Jackson a adressées à ses parents sont toutes empreintes de révolte contre l'Amérique, de sa volonté de lutter.

Les frères de Soledad a dévoilé à sa parution comment dans la « libre Amérique » un homme, parce que Noir, peut être condamné à la prison à vie pour une peccadille et finir par y mourir assassiné par des gardiens racistes. Mais ce livre est aussi un témoignage sur l'échec final de l'administration pénitentiaire et de la société américaine, qui n'ont pas réussi à briser Jackson qui, jusqu'au bout, aura milité et conservé sa dignité d'homme.

Guy FICHET

Les frères de Soledad **de Georges Jackson - Collection Folio - Prix : 9,20 F.**

mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Elle fait mousser. — II. Arbre des tropiques. — III. Nés du feu - Avant Haby. — IV. Connu - Cachés. — V. Préfixe huileux - Deux morceaux d'adaptation. — VI. L'un des bateliers gaulois - Sigle de média. — VII. Sur Tille - Echanger. — VIII. Enduisait. — IX. Casse les oreilles - Pas là. — X. Eroderai - Recouvre la majeure partie de la Terre.

VERTICALEMENT. — 1. Epoque - Osé. — 2. Qui forment un angle. — 3. Permet de séparer la paille et le grain - Prénom. — 4. Sa peau est mise à prix - Préposition. — 5. Agence de voyages - Empêcha. — 6. Route bouleversée - Possessif - En matière de. — 7. Duvets. — 8. Ne laisse pas échapper - Vit sous ses bois. — 9. Séductrice. — 10. Epoques - Habiller.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	V	O	L	U	T	I	O	N
II	E	M	E	R	I	■	E	B	R	E
III	C	I	N	E	M	A	■	■	N	C
IV	R	E	G	■	O	N	G	L	E	E
V	E	T	E	I	G	N	O	I	R	S
VI	E	T	A	L	E	E	■	A	■	S
VII	R	E	N	E	■	A	N	I	S	A
VIII	■	■	C	O	H	U	E	■	A	I
IX	G	R	E	N	U	■	T	O	U	R
X	I	E	S	■	E	S	S	O	R	E

TELE TELE TELE TELE

Aux Dossiers de l'écran du mardi 18 octobre :

LE VIOL

Le problème du viol, sujet des Dossiers de l'écran du mardi 18 octobre, était d'emblée posé : sur 22.000 cas de viols par an en France, suivant une estimation courante, seulement 1.600 plaintes sont déposées. Le viol, reconnu comme un crime par la loi, est l'un des plus courants mais l'un des moins réprimés. Et ce sont les victimes, les femmes, qui sortent le plus humiliées des procès pour viol, souvent incomprises des amis, de la famille ou du mari, et presque toujours en butte au mépris et aux tracasseries de la police et de la justice censées les défendre.

Tout cela était parfaitement montré dans le film américain **Une affaire de viol,** présenté en début d'émission. Emouvant, ce film a déclenché une quantité d'appels téléphoniques de femmes racontant qu'elles avaient été violées et n'avaient osé rien dire.

Le débat porta sur la question de savoir qui sont les violeurs, à quels mobiles ils obéissent.

La thèse du « violeur = malade » était illustrée par la présence dans ce débat d'un jeune Allemand, condamné deux fois pour viol, et qui s'affirmait débarrassé de ses pulsions violentes depuis qu'on lui avait fait subir une opération chirurgicale au cerveau.

Tout en signalant le caractère pour le moins contestable de telles pratiques, le docteur Gérard Zwang, sexologue à la mode, expliqua que, pour lui aussi, les violeurs ne sont pas loin d'être des malades.

« **Ce sont,** dit-il, **des exceptions, des ratés, des immatures.** » Opinion commode : il y a les violeurs — et on n'y peut rien — et les autres. Le tout est de ne pas dramatiser le problème. On peut être heureuse après avoir été violée, expliqua en substance ce monsieur, qui ne voyait pas non plus ce que la pornographie pouvait avoir d'avilissant.

Une manifestation contre le viol : c'est par de telles actions que les féministes ont posé le problème devant l'opinion publique.

Le représentant du ministère de la Justice s'efforça, lui aussi, de minimiser le problème, en niant que la police et la justice se montrent humiliantes pour les femmes violées. Mais il eut ce lapsus révélateur de ce qui préoccupe la justice : « **Nous prenons très au sérieux les affaires de** vol ».

Pour Gisèle Halimi au contraire : « le violeur, c'est un mec tristement banal ». Et c'est, dit-elle, ce que montrent les statistiques : souvent marié, père de famille, le violeur fait souvent partie des relations, c'est souvent un ami ou un voisin.

Elle-même, Marie-Odile Fargier, rédactrice au **Matin,** et Anne, l'une des deux femmes violées qui participaient à l'émission, s'efforcèrent de démontrer que le viol est un crime courant (et il est vrai que s'il y a 22.000 viols par an dans ce pays, cela signifie qu'une femme sur vingt-cinq sera violée une fois dans sa vie), et que le viol n'est que l'aspect le plus extrême d'un comportement masculin encore bien plus répandu, parce que les femmes ne sont considérées que comme des objets de désir !

Mais personne ne posa clairement dans ce débat le problème du pourquoi de ce comportement. C'est pourtant la seule manière de répondre à la question : comment faire pour que la barbarie du viol disparaisse ? Car si le viol n'est pas affaire de psychiatre. S'il a des causes sociales, ce n'est pas seulement par « l'éducation » comme l'affirma Nicole Pasquier, la « déléguée à la condition féminine », qui ne fut pas contredite, qu'on peut espérer le voir disparaître. Ce n'est qu'en changeant la société.

Dominique LEGER.

Sélection télé

Samedi 22 octobre

FR3 - 20 h 30 - Impressions d'Afrique : Jean - Christophe Averty s'est inspiré d'un roman de Raymond Roussel pour épingler le colonialisme.

Dimanche 23 octobre

ANTENNE 2 - 11 h 40 - **Concert :** Symphonie Haffner en ré majeur, de Mozart, par l'Orchestre de Radio-France.

FR3 - 16 h 55 - **Les grands fleuves,** reflets de l'histoire : le Mississipi. Reprise de l'émission de vendredi dernier.

FR3 - 17 h 50 - **Concert : Le Chant de la Terre,** de Gustav Malher, présenté par Jean-Michel Damian.

ANTENNE 2 - 18 h 05 - **Spécial Maria Callas.** Des extraits des plus célèbres interprétations de cette très grande cantatrice qui vient de mourir.

TF1 - 19 h 25 - Les animaux du monde : les éperviers de Tunisie.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon.** La première émission de la série s'intitule : Les années de mise au monde. Elle traite des bébés et très jeunes enfants manifestant des troubles de l'intelligence et du comportement.

FR3 - 21 h 40 - Trois scènes avec Ingmar Bergman. Le cinéaste raconte ses souvenirs.

FR3 - 22 h 30 - Film : **Le rebelle,** de King Vidor, avec Gary Cooper. Inspiré d'une histoire vraie, ce film relate les déboires d'un architecte, intransigeant sur ses idées, partant en guerre contre le conformisme en architecture.

Lundi 24 octobre

TF1 - 20 h 30 - Film : **King Kong,** d'Ernest Schoedsack. Réalisé en 1933, ce film fantastique introduira un débat sur « l'avenir des races », avec la participation de divers biologistes, anthropologues, écrivains, etc.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - Les chemins de Chagall. Deuxième émission, intitulée **L'alchimie de Chagall,** nous présentant diverses activités autres que la peinture de l'artiste.

Mardi 25 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les dossiers de l'écran ont choisi un film soviétique **Le 6 juillet,** relatant la période de l'année 1918 où fut signé le traité de paix russo-allemand de Brest-Litovsk. Le fait que le nom de Trotsky ne soit prononcé à aucun moment du film alors que ce fut lui qui conduisit la délégation russe à Brest-Litovsk, suffit pour nous avertir qu'il s'agit là de l'histoire fabriquée par les bureaucrates staliniens. Quant au débat, on ne connaît pas encore les participants.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Alvarez Kelly,** d'E. Dmytryk, avec W. Holden, R. Widmark. Un western qui se déroule pendant la guerre de Sécession.

TF1 - 21 h 35 - **A la poursuite des étoiles.** Une émission de vulgarisation scientifique qui nous conduit à Saint-Michel-de-Provence, où se trouve le plus grand télescope européen.

Mercredi 26 octobre

FR3 - 20 h 30 - Film : **Les centurions,** de Mark Robson, avec Anthony Quinn, Alain Delon. Ecrit d'après le roman de Jean Lartéguy, connu pour ses opinions de droite, ce film n'en montre pas moins certains aspects du comportement et du rôle de l'armée française dans la sale guerre d'Algérie.

TF1 - 22 h 25 - La psychiatrie chez l'enfant. Comment soigner les troubles mentaux des jeunes enfants.

Jeudi 27 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Le grand échiquier.** Jacques Chancel a invité entre autres artistes, Nicole Croisille et Bernard Haller, comique plein de talent.

Vendredi 28 octobre

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes :** l'exercice du pouvoir. Bertrand de Jouvenel, Françoise Giroud, Alain Touraine, Jean-Marie Rouart, tous auteurs de livres traitant de cet exercice du pouvoir, s'entretiennent avec Bernard Pivot. Il y a gros à parier que l'émission se cantonnera à raconter les petits côtés de ceux qui nous gouvernent — pas à les mettre en cause.

FR3 - 21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire : le Rhin.

Samedi 29 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Les rebelles,** d'après Jean-Pierre Chabrol, premier épisode.

FILMS_FILMS_FILM

L'AMI AMÉRICAIN

DE WIM WENDERS

Ce film est, paraît-il, un policier. D'ailleurs, rien ne manque à la panoplie : quelques truands de la maffia, des gangsters, des trafiquants d'œuvres d'art, un suspense qui dure tout le film, trois meurtres !

Et pourtant pendant toute la projection, ce n'est pas l'intrigue qui tient en haleine, qui nous prend aux tripes et nous révolte, c'est tout simplement l'univers dépeint par Wim Wenders, un univers où semblent rôder ou voler en permanence des charognards.

Dans un décor laid, triste, d'acier, de fer, de béton, constitué par New York, Hambourg ou Paris, Rippley, un Américain trafiquant de tableaux, Minot, un Français très louche, vont pousser au meurtre un paisible artisan allemand : Jonathan. Celui-ci est atteint de leucémie ; il est condamné et les deux compères vont user de sa maladie pour en faire un tueur. En échange, sa femme et son fils auront quelque argent pour voir venir.

Le chantage est odieux ; odieux aussi, les faux résultats d'analyse à l'hôpital américain de Paris.

Jonathan poussé à bout cède. Muni d'un revolver, à la poursuite de sa cible désignée, il ressemble à un pantin livide, maladroit et pourtant il va jusqu'au bout et remplit son contrat.

Il est pris dans l'engrenage et lorsque les deux truands lui demanderont un nouveau service, il finira encore par céder.

Jonathan vivra-t-il ? Réussira-t-il à échapper à ce monde dégénéré de violence gratuite ? C'est tout le suspense du film, et il est intense, angoissant même.

Jean VITTEAUX

L'ANIMAL

DE CLAUDE ZIDI

Un cascadeur, casse-cou mais terriblement maladroit, est à la recherche d'un emploi à ses mesures. Mais il se débrouille fort bien pour vivre sans trop se fatiguer, et s'entête à poursuivre Raquel Welch (qui l'a laissé en plan à la suite d'une cascade réalisée ensemble et plus catastrophique encore que les précédentes).

Tout est bâti afin que Belmondo puisse faire ses numéros. Mais il ne réussit ni à nous tenir en haleine, ni à nous faire vraiment rire.

Ajoutons que les dialogues d'Audiard se complaisent dans la misogynie — voire même le racisme — et nous obtenons un film sans aucun intérêt.

L.P.

PARADIS D'ÉTÉ

DE GUNNEL LINDHLOM

« Le Paradis », c'est la grande maison où Katha réunit chaque année sa famille et quelques amis à la campagne, pendant le bel été suédois. Chaque fois, chacun hésite à venir, à la fois attiré par la chaleureuse ambiance familiale et repoussé par la perspective de passer un mois dans ce lieu clos où il va falloir se supporter 24 heures sur 24.

La décision de participer pour cette année à cette réunion traditionnelle, va faire apparaître les problèmes de chacun.

Problèmes de femmes surtout, car il y a beaucoup de femmes dans ce film : Katha d'abord qui est médecin, sa vieille amie Emma, ses deux filles Annika et Sassa qui ont des enfants, sa vieille mère Ingrid, l'amie de Sassa, la vieille servante aussi... Les hommes existent peu.

Tout est à peine suggéré, jamais appuyé, mais apparaît pourtant clairement. La tendresse qui lie les personnages, la détresse de certains, l'égoïsme aussi de ce milieu de petits bourgeois aisés.

Mais il n'y a pas que cela dans ce film. Il y a aussi, et surtout, l'inquiétude ressentie par ces femmes devant l'absence d'avenir de cette société en crise. Inquiétude ressentie parce qu'elles sont femmes, et exprimée par Emma parce qu'elle est assistante sociale. Inquiétude ressentie par les enfants aussi, parce qu'ils sont enfants. La petite Eva fait des cauchemars où elle se voit au Vietnam... Thomas, l'adolescent, a l'appétit coupé à l'idée que l'on meurt de faim dans les pays sous-développés. Dans ce milieu aisé, la misère et l'injustice du monde filtre par la télévision et elle frappe de plein fouet les enfants. Thomas, dont personne ne s'occupe, pas même le spectateur, et qui va provoquer le drame final... Et King, l'enfant sauvage d'Ingrid...

Un film sympathique par les questions qu'il pose.

Jérôme LUTHIER

Sélection

Films récents

HARLAN COUNTY USA, de Barbara Kopple.

L'Amérique des luttes ouvrières et de la misère. La longue grève des mineurs du comté de Harlan de 1973. A ne pas manquer.

Studio St-Séverin (5e) - Action La Fayette (9e) - Olympic (14e).

UNE JOURNEE PARTICULIERE, d'Ettore Scola.

Mussolini reçoit Hitler à Rome en grande pompe : deux êtres en marge des événements se rencontrent... Un excellent film.

Rex (2e) - Cluny Ecoles (5e) - Danton (6e) - Biarritz et Marbeuf (8e) - Cinémonde (9e) - UGC Gobelins (13e) - Mistral (14e) - Bienvenue et Magic (15e) - Secrétan (19e).

ANNIE HALL, une comédie de Woody Allen, en grande partie autobiographique.

Capri (2e) - Studio Jean-Cocteau (5e) - Paramount Odéon (6e) - Publicis Champs-Elysées (8e) - Paramount Opéra (9e) - Paramount Galaxie (13e) - Paramount Montparnasse (14e) - Paramount Maillot (17e).

DES ENFANTS GATES, de Bertrand Tavernier.

Dans le Paris actuel, l'action d'un comité de locataires mêlée à une histoire sentimentale.

Impérial (2e) - St-Germain-Village (5e) - Colisée (8e) - 14-Juillet (11e) - Montparnasse 74 (14e) - Trois Murat (16e) - Gambetta (20e).

Parmi les films plus anciens

UN PONT TROP LOIN, de Richard Attenborough.

Gaumont Richelieu (2e) - Templiers (3e) - Marignan (8e).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES, de Ettore Scola.

Les Cinoches de St-Germain (6e).

PAIN ET CHOCOLAT, de F. Brusati.

Luxembourg (6e).

L'OPIUM ET LE BATON, de A. Rachedi.

Palais des Arts (3e) - Le Seine Studio (5e).

HESTER STREET, de J.-M. Silver.

Marais (4e).

UN APRES-MIDI DE CHIEN, de S. Lumet.

La Boîte à Films (17e).

CENDRE ET DIAMANT, d'A. Wajda.

Cinex (10e).

LE JUGE FAYARD, d'Y. Boisset.

Pa'ace Croix-Nivert (15e).

LE PRETE-NOM, de M. Ritt.

St-Lambert (15e).

TO BE OR NOT TO BE, de E. Lubittsch.

Club (9e).

LES VISITEURS DU SOIR, de M. Carné.

Actua Champo (5e).

THEATRE

PYGMALION

DE GEORGE BERNARD SHAW

A travers l'histoire d'un riche savant et d'une pauvre marchande de fleurs, G.B. Shaw nous entraîne dans une satire en règle des mœurs de la bonne société anglaise de l'époque victorienne, à la fin du siècle dernier.

Le savant est un illustre professeur de phonétique qui s'est mis en tête de faire passer pour une duchesse la petite marchande de fleurs, d'une vulgarité à faire peur. Il ne s'agit pas pour lui de s'intéresser à cette personne, mais uniquement de faire une expérience intéressante, un peu comme on fait un pari sportif.

Elisa, son élève cobaye, se transforme progressivement. Et débarrassée de ses défroques et de son jargon, celle-ci apparaît comme une jeune femme simple, sensible et digne. Son mentor par contre conjugue en lui tous les défauts de la « haute », et de la gente masculine. Se croyant l'élite parmi l'élite, il méprise avec le plus odieux cynisme le reste de l'humanité, et plus particulièrement les pauvres. Décrire ce vieux garçon égoïste et sans-gêne, habitué à se faire servir par sa gouvernante, cet individu suffisant et misogyne est impossible : il faut le voir et l'entendre.

C'est dire si Elisa, une femme et une pauvre, ne compte pas à ses yeux... Et il ne peut déceler les sentiments que celle-ci finit par nourrir à son égard. Aussi, quand elle explose, le secoue comme un prunier, menace de s'en aller, il en reste ébahi. Lui aussi commence à s'attacher, mais cela ne suffit pas à le faire changer...

La pièce ne sort certes pas de cette société distinguée des salons mondains, dont les membres les plus éclairés se penchent pleins de bonne volonté sur la classe ouvrière. B. Shaw était de ceux-là : un socialiste bon teint en redingote. Mais il était aussi un féministe convaincu, et sa pièce est à cet égard fort drôle et bien sympathique.

Gaston DEVEAU

Au Théâtre de Paris - 15 rue Blanche - M° Trinité - Places de 28 F puis au-delà de 40 F.

Allemagne de l'Ouest

Helmut Schmidt, un " paladin de la démocratie " à l'image d'une société pourrie

Au lendemain de l'intervention réussie du commando de policiers allemands sur l'aérodrome de Mogadiscio, la plupart des commentateurs n'ont pas trouvé de termes trop louangeux pour célébrer la gloire du gouvernement de Bonn, et plus particulièrement celle de Helmut Schmidt, volontiers dépeint sous les traits du paladin venant de sauver tout à la fois l'Occident, la démocratie et la civilisation. Et cet enthousiasme ne s'est même pas refroidi devant la mort d'Andreas Baader et de ses compagnons, et devant les questions qu'on ne peut pas manquer de se poser sur les responsabilités du gouvernement allemand dans ce curieux « suicide ».

Il faut pourtant une bonne dose d'hypocrisie pour oser présenter les choses de cette façon. L'Allemagne de Bonn, symbole de la Démocratie avec un grand D, ce pays où le Parti Communiste a été interdit pendant des années, et où aujourd'hui encore, alors que de prétendus socialistes sont au gouvernement, le simple fait de sympathiser avec le Parti Communiste ou avec l'extrême-gauche suffit à vous interdire l'accès à la Fonction publique ! Schmidt, le sauveur de la civilisation, parce qu'il a délibérément pris le risque de sacrifier la vie des passagers du Boeing de la Lufthansa... sans compter celle de Schleyer !

En fait, la violence n'a pas attendu la naissance du groupe Baader pour imprégner la société allemande. Et si l'Allemagne n'est absolument pas une exception en ce domaine, si toutes les sociétés capitalistes, y compris la prétendue « démocratie française » chère à Giscard repose au même titre sur la violence, l'Allemagne est tout de même le pays où les possédants ont le plus clairement montré, en installant le nazisme au pouvoir, jusqu'où ils étaient prêts à aller, dans le domaine de la violence et du terrorisme, pour défendre leurs privilèges.

Les anciens nazis sont d'ailleurs encore nombreux dans l'administration, la justice, la police et l'armée du « socialiste » Helmut Schmidt. Et si leur nombre diminue, c'est simplement parce qu'ils sont de plus en plus atteints par la limite d'âge. Car on ne les inquiète pas, même quand ils ont autant de sang sur les mains que l'ancien colonel SS Kappler, responsable du massacre en 1944 des 335 otages des Fosses Ardéatines, à Rome. Et on les pleure même, quand la violence qu'ils ont semée se retourne contre eux, comme cet autre ancien officier SS, Shleyer, devenu après son retour à la vie civile l'un des plus beaux fleurons de la « démocratie » ouest-allemande.

Et sans même remonter jusqu'au régime nazi, rappelons-nous de ces quelques faits marquants des années qui précédèrent la naissance, en juin 1969, de la Fraction de l'Armée Rouge (le groupe Baader).

— Le 2 juin 1967, au cours d'une manifestation de protestation contre la venue en Allemagne du shah d'Iran (autre beau fleuron du « monde libre » qui fait régner une terreur sanglante dans son pays), la police tue l'étudiant Benno Ohnesorg.

— Le 11 avril 1968, le leader le plus connu de l'Union des Etudiants Socialistes, Rudi Dutschke, est victime d'un attentat, au terme d'une violente campagne de haine menée contre lui par le groupe de presse Springer. L'un des crimes de Dutschke, aux yeux de la droite, était de dénoncer la sale guerre du Vietnam, et la complicité qui unissait le gouvernement allemand au gouvernement américain.

C'est dans ce climat-là qu'est né le groupe Baader. Et l'erreur fondamentale de ses membres a été de croire que la violence de quelques hommes pourrait venir à bout de la violence des possédants, de leur police et de leur armée. Elle a été de croire aussi qu'en utilisant les mêmes méthodes que les bourgeois et les politiciens à leur service, en faisant preuve du même mépris des autres et de leur vie, on pouvait les vaincre. On l'a vu encore cette fois-ci, la violence de quelques individus n'est rien contre celle de tout un appareil d'Etat, pouvant entraîner pendant des années des hommes à tuer méthodiquement et froidement. On l'a vu encore cette fois-ci, on ne peut pas jouer au plus salaud avec les capitalistes et leurs valets politiques, fussent-ils socialistes : on est sûr de perdre.

Dans le domaine de l'utilisation de la violence, les politiciens au service de la bourgeoisie ont d'autres moyens que les terroristes. Il y a plus de cinq ans que les dirigeants socialistes Brandt d'abord puis Schmidt ont décidé la constitution des commandos spéciaux tel celui qui est intervenu, à Mogadiscio. Sur notre photo, en médaillon, entre Helmut Schmidt à gauche et Willy Brandt à droite : Ulrich Wogener, chef du commando de Mogadiscio.

Alors, si les travailleurs ne peuvent en rien se reconnaître dans les méthodes et les buts du groupe Baader, qui ne se situait pas dans leur camp, ils ne peuvent que mépriser tous ceux qui aujourd'hui essaient de tresser à Schmidt et à ses semblables des couronnes de preux démocrates, alors qu'ils n'ont fait, en ces circonstances, que se comporter, comme d'habitude, en plats serviteurs de l'ordre capitaliste. D'un ordre qui a sur les mains infiniment plus de sang que tous les « terroristes » du monde n'en auront jamais.

François DUBURG

La construction de la centrale nucléaire de Brokdorf toujours suspendue

Le 17 octobre, on apprenait que le tribunal de Luenebourg (Allemagne Fédérale) a maintenu sa décision d'interdire la construction d'une centrale nucléaire à Brokdorf : pour le tribunal, la construction de la centrale ne pourra reprendre que lorsque le problème des déchets radio-actifs sera résolu...

La décision de construire cette centrale avait provoqué les plaintes des habitants de la région, et, en novembre 1976, une violente manifestation de 40 000 personnes avait fait suspendre les travaux par un tribunal administratif local.

C'est donc cette décision que le tribunal de Luenebourg a maintenue en l'assortissant de raisons qui semblent le bon sens même... Mais le bon sens n'est pas l'apanage des gouvernements et des constructeurs de centrales nucléaires, et il aura fallu une décision de justice et, surtout, une manifestation et une mobilisation massives pour les obliger à reporter la date de construction de la centrale.

J-J.F.

Espagne

Le vote sur l'amnistie : une nouvelle manifestation de l'union sacrée

C'est à grand renfort de publicité que la loi sur l'amnistie a enfin été adoptée par les cortès espagnoles le 15 octobre dernier. Pour l'occasion, on a en effet assisté à toute une mise en scène sur « l'unité nationale » enfin retrouvée. Excepté l'Alliance Populaire qui s'est abstenu, tous les partis politiques, du PC à l'Union du Centre, en passant par le PSOE, se sont félicités de la grande réconciliation à laquelle ce vote a donné lieu.

En fait, ce projet, que le gouvernement espagnol a mis si longtemps à proposer, est pour le moins limité ! D'abord parce qu'il ne concerne que quelques dizaines de détenus — la majorité d'entre eux ayant été libérés à la suite des différents décrets royaux. Ensuite, parce que, s'il amnistie tous les délits politiques commis avant le 15 juin, les délits commis entre le 15 juin et le 6 octobre, à condition *« qu'ils n'aient pas entraîné de « violences graves » contre la vie ou l'intégrité des personnes »*, il n'englobe ni les membres du GRAPO (Groupes révolutionnaires d'action du premier octobre), ni les dirigeants indépendantistes canariens MPAIAC, ni les membres de l'ETA responsables de la mort du maire de Bilbao et du président de l'Assemblée de Biscaye ; et il ne réintègre pas dans leur fonction les membres de l'Union Militaire Démocratique, expulsés de l'armée.

En fait, même si l'on ne peut que se réjouir de ces mesures, tout ce cinéma s'inscrit dans le cadre de la politique « union sacrée » lancée par Suarez et reprise par les partis d'opposition.

Pour faire payer la crise aux travailleurs, Suarez a besoin du concours de la gauche. Cet épisode « d'unanimité nationale » derrière Suarez à l'occasion de la loi d'amnistie, montre, une fois encore, que celle-ci ne lui marchande pas.